l'Opinion

Quotidien libéral // politique, économie, international

N° 2801 DATÉ DU 8 JUILLET 2024
3 €

Convaincre Joe Biden de continuer ou d'abandonner, le dilemme de la First Lady

Notre cahier exclusif

THE WALL STREET JOURNAL.

Emmanuel Macron, l'apprenti sorcier qui se croyait magicien

« Au soir des élections législatives et d'un second tour de folie, on sait ce que les Français ne veulent pas – un gouvernement Rassemblement national –mais on ne sait pas ce qu'ils veulent. Certes, le « front républicain », qui s'était écroulé lors des scrutins précédents, s'est reconstitué à la hâte pour bloquer l'hypothèse Bardella à Matignon. Mais derrière cette muraille, le plus grand désordre règne dans les votes sous l'apparence d'une quasi-égalité entre le bloc de gauche et celui de la macronie.

Ce résultat est assurément catastrophique pour la France, pays divisé et désormais pays bloqué. Malgré la hargne d'un Mélenchon revendiquant le pouvoir pour La France insoumise et pour elle seule, il n'existe en réalité à ce jour aucune combinaison viable entre les différents partis pour s'entendre sur un gouvernement. Ni le RN, ni LR n'accepteront de se compromettre avec ce qu'il reste de la majorité sortante et encore moins avec la gauche non-mélenchoniste. Quant à Emmanuel Macron, il a beau attendre « pour prendre les décisions nécessaires » : il n'est plus maître du jeu.

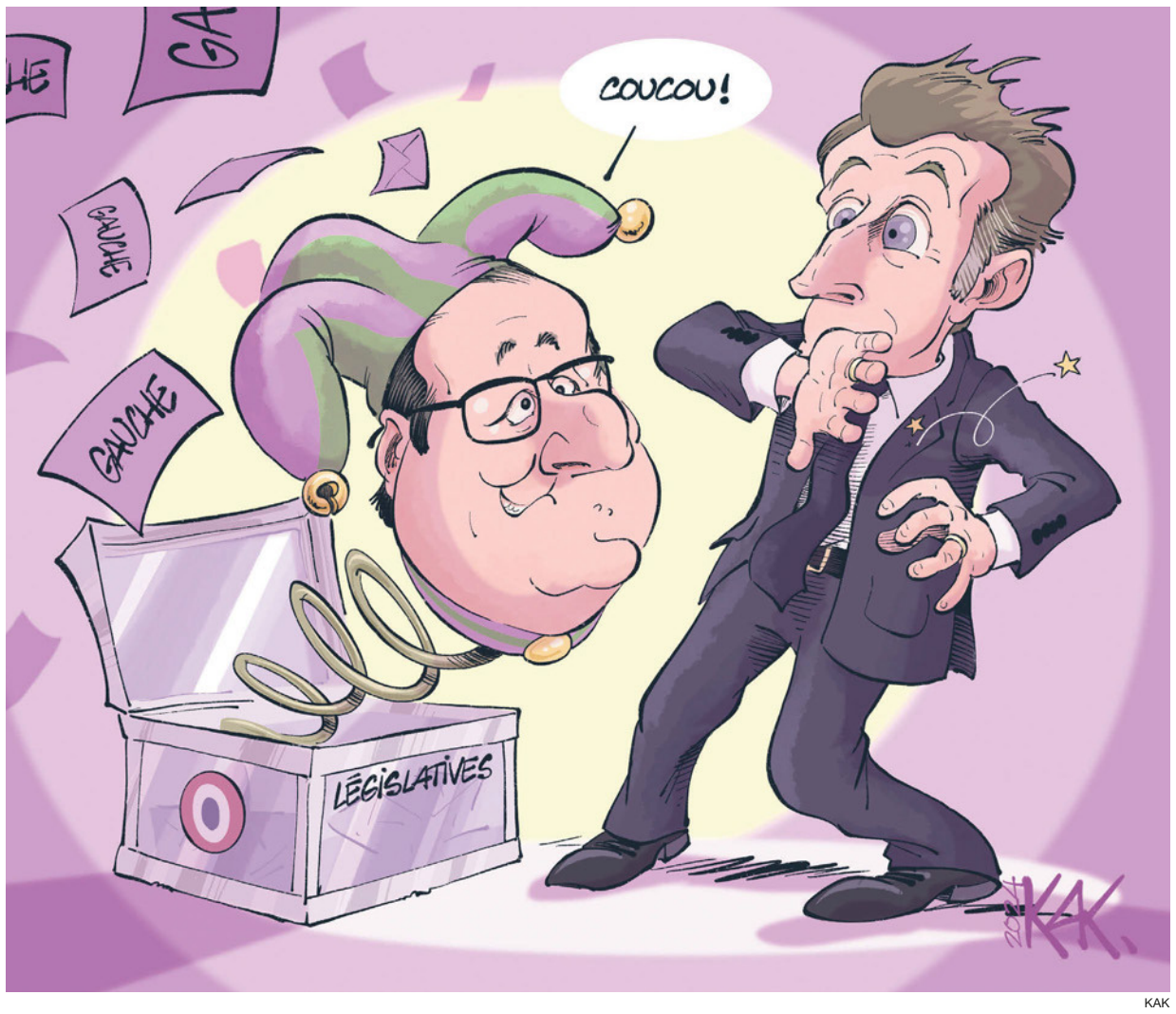
Reste, au-delà du risque politique immédiat, un immense défi pour l'avenir : peuple fracturé, les Français vont-ils devenir un peuple frustré ? Frustration des électeurs du RN, qui peuvent estimer s'être fait voler la victoire par une coalition des contraires, mais aussi de la majorité sortante, qui peut pleurer sur le gâchis de la dissolution qui a massacré tout ce que la macronie avait construit en sept ans, et enfin, les plus nombreux, frustration de tous les Français qui, élection après élection, votent toujours plus à droite depuis des années, et qui voient grossir l'hypothèse d'un gouvernement de bric et de broc tiré par la gauche.

« C'est pas Gérard Majax, ce soir » : Emmanuel Macron, qui cite volontiers ce prestidigitateur, se croyait magicien, il n'est qu'un apprenti sorcier.

Nicolas Beytout
@nicolasbeytout

Le NFP sait qu'il ne pourra pas gouverner seul. Les macronistes ont effectué une remontée. Le RN perd une élection mais gagne un argument : il a été victime de la coalition de ses adversaires

Assemblée illisible, majorité introuvable



KAK

Confusion (suite)

L'union de la gauche a remporté entre 188 et 199 sièges, selon une estimation de l'Ifop pour TF1. Elle termine ces législatives devant la majorité sortante (164 à 169), le Rassemblement national (135 à 143) et Les Républicains (63).

Matthieu Deprieck

LA GAUCHE A REMPORTÉ sa première élection depuis 2012. Aussi surprenante et historique soit-elle, cette victoire est pour le moment inutile. A lui seul, le Nouveau Front populaire ne peut pas gouverner. Au premier jour de la nouvelle Assemblée nationale, le camp présidentiel renforcé d'une poignée de députés de droite ferait tomber d'une pichenette un exécutif de gauche.

Jean-Luc Mélenchon connaît trop bien la politique pour l'ignorer. Quand il prend la parole dès 20 heures 05, il se sait au théâtre. « Les leçons du vote sont évidentes, tonne-t-il. Le Président a le devoir d'appeler le Nouveau Front populaire à gouverner [...] Il appliquera son programme, rien que son programme mais tout son programme. » Le leader insoumis déroule ensuite le calendrier des mesures, abrogation de la réforme des retraites par décret pour commencer.

Champ de ruines. Le premier qui parle n'est pas celui qui a raison. Tout juste donne-t-il le tempo de la soirée. L'état-major macroniste diffuse dans la panique ses éléments de langage : « L'extrême droite et ses alliés ne sont pas en capacité de diriger notre pays. Jordan Bardella ne sera pas Premier ministre. La France insoumise non plus, ne dispose pas des capacités suffisantes pour dominer une coalition à l'Assemblée nationale. Jean-Luc Mélenchon ne sera pas Premier ministre. »

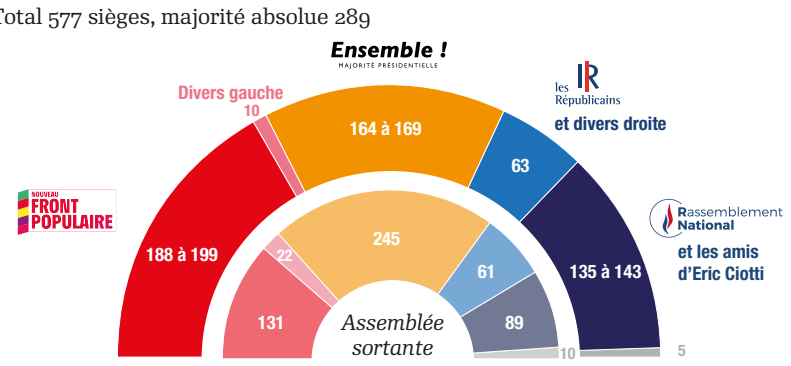
Qui alors ? Il est urgent d'attendre. Emmanuel Macron repousse les « décisions nécessaires » à la structuration de la nouvelle Assemblée et appelle à la prudence dans la course à Matignon. Avec entre 164 et 169 députés, selon l'Ifop pour TF1, la majorité sortante finit sur les talons de l'union de la gauche (188 à 199 sièges), elle-même dominée par les Insoumis (autour de 90 sièges). « Toujours, nous refuserons de nous soumettre aux extrêmes », lui répond une heure plus tard, Gabriel Attal. Lui présentera sa démission ce lundi matin mais s'engage à rester en fonction aussi longtemps qu'il le faudra.

Un ancien candidat à la présidentielle déroule un programme qu'il ne pourra appliquer seul. Un Premier ministre démissionne mais reste à Matignon. Un ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, voit, lui, dans cette

●●● *Pages 2 à 5*

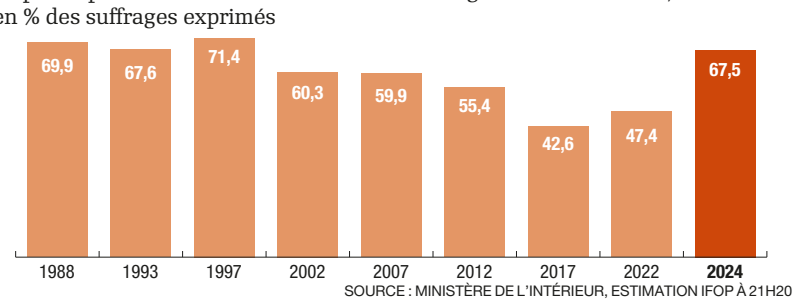
Projection en nombre de sièges de la composition de l'Assemblée nationale

Total 577 sièges, majorité absolue 289



Une très forte participation

La participation au second tour des élections législatives en France, en % des suffrages exprimés



SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, ESTIMATION IFOP À 21H20

nim MANAGEMENT DE TRANSITION DEPUIS 2001
Groupe Menway

Un manager de transition en 48 heures pour prendre en main une situation délicate.

nimeurope.com
01 46 24 85 71
Paris • Aix-en-Provence • Bordeaux • Lyon • Metz • Lille • Toulouse

- Gestion de l'urgence
- Réorganisation RH
- Relance industrielle
- Retournement opérationnel
- Cash management
- Digitalisation accélérée

M 00118 - 708 - F: 3,00 €

lanzarotecaliente.com

Le Rassemblement national échoue aux portes de Matignon

EN LARMES, UNE MILITANTE s'effondre. Ses collègues l'exfiltrent loin des caméras. Sous le choc, ils portent les mains à leur bouche. Au Pavillon Chesnaie du Roy à Vincennes, le grand écran affiche le Rassemblement National et ses alliés ciottistes en troisième place au second tour des législatives dimanche, leur prédisant à 20 heures entre 120 et 150 sièges, selon Ifop. Coup de théâtre : la gauche est en tête (180-215), suivi d'Ensemble (150-180). Des militants hurlent, d'autres désertent. Les mêmes dansaient jusqu'au bout de la nuit il y a un mois à peine, célébrant leur sacre comme premier parti de France et la dissolution surprise au soir des européennes. Une autre époque.

Après avoir rêvé des semaines de Matignon, Jordan Bardella a brièvement pris la parole à 20 h 30 à la tribune, s'en prenant à « l'alliance du déshonneur » qui priverait les Français « d'une politique de redressement ». Devant les militants déçus, le leader du RN a promis, comme souvent : « ce soir, tout commence, un vieux monde est tombé, rien ne peut arrêter un peuple qui s'est remis à espérer. » Sur TF1, Marine Le Pen a, à son tour, tenté de rassurer ses soutiens : « La marée monte. Elle n'est pas montée assez haut cette fois-ci, mais elle continue à monter et, par conséquent, notre victoire n'est que différée ». Le RN pourrait ainsi représenter le premier groupe de l'Assemblée nationale compte tenu de l'émiettement des groupes de gauche et de la majorité sortante.

SIPA PRESS

Marine Le Pen au siège du Rassemblement national, dimanche soir.

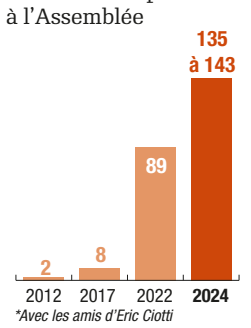
Déception et indignation. A 64 ans, Olivier, militant a du mal à les croire. « Les Français sont manipulés. A chaque fois, ils tombent dans le piège du front républicain, nous traitent de racistes, alors que le responsable chez moi est un Africain, c'est une mascarade », s'indigne l'infirmier, désespéré. Rodolphe, dix ans de plus, s'inquiète de la victoire de la gauche : « c'est une honte, j'ai deux petites filles, je ne veux pas les voir voilées. Cette invasion, c'est pire que les puces de Clignancourt »

« On est déçus, oui », admet le proche de Marine Le Pen, Renaud Labaye, devant une poignée de journalistes. Marine Le Pen et Jordan Bardella ont pris connaissance des premiers sondages vers 19 h 30. Ils espèrent encore être le premier groupe de l'Assemblée nationale, voyant leur nombre de députés considérablement progresser, de 88 à 120-150 selon les premières estimations. Mais les portes de Matignon se sont refermées. A qui la faute ? « Le front républicain marche encore un peu », juge Renaud Labaye. Avant d'admettre : « il faut former davantage les candidats, avoir un programme plus performant, éviter l'accessoire. »

L'accessoire, comme la polémique autour des binationaux, partie d'une erreur de Sébastien Chenu, vice-président du RN. Avant le premier tour, l'interdiction qui leur était faite d'accéder à certains emplois publics, inscrite dans le programme et dans une proposition de loi de Marine Le Pen, a pollué les derniers jours de campagne.

Une poussée sans précédent

Nombre de députés RN* à l'Assemblée



*Avec les amis d'Eric Ciotti

SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, ESTIMATION IFOP À 21H20

« Bourbier ». Par ailleurs, ces sept derniers jours, la campagne a été rythmée par les révélations de propos racistes, homophobes, antisémites de dizaines de candidats RN. Signe que, bien loin des cravates affichées à l'Assemblée, le parti attire toujours autant de radicalité. Parmi ceux que Jordan Bardella résume à des « brebis galeuses », on retrouve le député sortant de l'Yonne, Daniel Grenon, lâchant en débat qu'un « Maghrébin binational » n'a pas « sa place dans les hauts lieux » ; Ludivine Daoudi, candidate désinvestie dans le Calvados après avoir été repérée posant avec une casquette nazie sur son compte Facebook ; et bien d'autres.

D'autres se sont illustrés par leur incompétence ou leur… invisibilité. Candidate fantôme du Loiret, Elodie Babin, n'a ni fait campagne, ni indiqué sur ses réseaux sa candidature, finissant par arguer d'un « fort état grippal ». « Nous avons investi en 48 heures près de 600 candidats », s'était alors défendu le président du RN. Ses nouvelles troupes égratignent sérieusement l'image du parti de gouvernement qu'il s'efforçait de bâtir.

La résurrection du front républicain a bien sûr ébranlé ses fondations, et les lepénistes l'accusent de tous les maux. « Nous assistons à un résultat de sursis pour le système. Il retarde notre victoire. Nous allons nous en prendre

Jordan Bardella estime que la France allait « vers l'incertitude et l'instabilité » en raison de la « paralysie » à venir des institutions

aux méthodes employées pour arriver à ce scénario », plastronne l'eurodéputé Pierre-Romain Thionnet, proche de Jordan Bardella. 215 candidats se sont désinvestis pour faire barrage au RN – des « magouilles » selon les lepénistes, alors que plus de 10 millions de Français leur ont accordé leur voix au premier tour.

Et maintenant ? Celui qui convoitait Matignon a estimé que la France allait « vers l'incertitude et l'instabilité » en raison de la « paralysie » à venir des institutions. « On revotera sous peu », a donc parié Marine Le Pen sur TF1. Emmanuel Macron a plongé la France « dans un bourbier », a également jugé le vice-président du RN Sébastien Chenu sur CNews, estimant que « le système (allait) se bloquer » partagé entre « les trois blocs ». Malgré le fait qu'il s'installe comme force incontournable du futur Palais Bourbon, le bloc d'extrême droite ne fera pas, a priori, partie des futures discussions pour former un gouvernement. Les lepénistes le savent, après avoir incarné le personnage principal ces quatre dernières semaines, la suite de l'histoire se jouera désormais sans eux.

Nina Jackowski
@Nina_Jacks

| | | *Suite de la page 1*

soirée électorale une victoire de la droite républicaine quand tout le monde parle de la gauche. La dissolution devait apporter une « clarification » – c'était le mot d'Emmanuel Macron –, elle a apporté une « grande indétermination », résume Edouard Philippe dans une sentence cruelle pour le chef de l'Etat, lâché par son ancien Premier ministre et par l'actuel, qui voit désormais l'Assemblée nationale comme le cœur battant de la classe politique. Ça tombe bien : il y sera.

Il y a un mois, les Français s'apprêtaient à voter pour les européennes avant de se laisser lentement glisser vers l'été, les vacances, les Jeux olympiques. 28 jours plus tard, on se demande ce que la tornade politique peut encore ravager dans ce champ de ruines. Une élue parisienne a une petite idée : « Cette semaine d'entre-deux tours avec tous

« Il y avait une urgence à dissoudre l'Assemblée mais il n'y a plus d'urgence à nommer un gouvernement. Les électeurs du Rassemblement national voulaient que tout change et ils vont se retrouver avec un gouvernement de coalition sans eux. »

ces désistements est une trahison démocratique. » Samedi, veille du scrutin, elle imagine le tableau : « Si François Ruffin est élu, c'est du délire. » Dimanche, François Ruffin a recueilli 52% des voix. « Si Guilhem Carayon est battu, ce serait incroyable. » Le président des Jeunes Républicains a perdu avec 49,18% des suffrages.

C'est du délire, c'est incroyable. Et ? « Les gens ne vont rien comprendre, poursuit cette élue. Il y avait une urgence à dissoudre l'Assemblée mais il n'y a plus d'urgence à nommer un gouvernement. Les électeurs du Rassemblement national voulaient que tout change et ils vont se retrouver avec un gouvernement de coalition sans eux. » Un responsable de la majorité sortante surenchérit : « Quand dix millions de personnes votent pour un camp, on ne peut pas dire que c'est tous des salauds. »

Tromperie. En 2005, une majorité d'électeurs avait rejeté le traité établissant une constitution européenne avant qu'en 2007, le Parlement ne l'adopte. Les Français avaient été trompés en deux ans. En 2024, les sympathisants d'extrême droite, 40% aux européennes, éprouvent ce même sentiment à un mois d'intervalle.

Partie à 270 sièges au lendemain du premier tour, la formation de Jordan Bardella finit entre 135 et 143 députés. « Ils ont empêché par tous les moyens les Français de se choisir une politique différente, a réagi Jordan Bardella. Un vieux monde est tombé. Rien n'arrêtera un peuple qui a retrouvé des raisons d'espérer. »

Dans des dizaines de circonscriptions de France, il faudra expliquer, si tant est que cela soit possible, pourquoi un candidat RN qui avait recueilli 45% des suffrages, se retrouve battu par une alliance entre la gauche, la droite et la macronie. Dans le Nord, autour de Dunkerque, l'extrême droite avait rassemblé entre 43,5% et 46% sur trois circonscriptions. Une semaine plus tard, elle a perdu les trois.

Elisabeth Borne accusait sept points de retard sur le RN. Elle est élue avec près de treize points d'avance. La gauche a aidé à faire élire la Première ministre de la réforme des retraites et de la loi « immigration », deux textes qu'entend abroger le Nouveau Front populaire.

Désormais, ce n'est pas le temps des cerises mais celui des tractations, encore et toujours, entre des camps tous vainqueurs autoproclamés ce soir. Le bloc central est bien vivant, clament les macronistes, oubliant de remercier la gauche pour leur folle remontée. A nous Matignon, jure le Nouveau Front populaire, feignant de ne plus savoir compter jusqu'à 289. Tous gagnants, donc, sauf un perdant, le Rassemblement national. Pour ce soir.

@mdeprieck

Une nouvelle Assemblée nationale de poids lourds

François Hollande : l'ex-président a été réélu (43,3%) dans la 1re circonscription de Corrèze. Au premier tour, il était arrivé en tête avec 37,6% mais pris dans une triangulaire avec une candidate RN (28,64%) et le sortant LR (30,9%).

Laurent Wauquiez : En tête de justesse à l'issue du 1er tour dans la 1re circonscription de la Haute-Loire, avec 36,8%, il affrontait en duel un candidat RN. Il est élu avec 60,7% des suffrages.

Elisabeth Borne : dans la 6e circonscription du Calvados, elle était arrivée en deuxième position dans avec 28,9%, derrière son adversaire du RN (36,3%), mais était censée bénéficier du retrait du candidat NFP (23,16%), ainsi que des voix de la candidate divers droite (7,65%). Elle est réélue (56,4%).

Gérald Darmanin : le ministre de l'Intérieur a été élu (58,9%) dans la 10e circonscription du Nord. Il était arrivé en tête (36%) au premier tour, devant le candidat RN (34,3%).

Olivier Marleix : dans la 2e circonscription d'Eure-et-Loir, il n'avait obtenu que 25,9% des voix au 1er tour, derrière le candidat RN (38%). Le désistement du candidat NFP, devancé de seulement 153 voix au 1er tour par Olivier Marleix, permet à ce dernier de remporter le second tour avec 57,3% des voix.

François Ruffin : dans la 1re circonscription de la Somme, le leader de Picardie Debout ! s'était retrouvé, avec 33,9% des voix, en seconde position derrière le candidat RN (40,7%). Il a bénéficié du retrait de la candidate macroniste avec une courte victoire au second tour à 51,9%.

François Ruffin

Gérald Darmanin

Elisabeth Borne

Olivier Marleix

Marc Fesneau : dans la 1re circonscription du Loir-et-Cher, le ministre de l'Agriculture était arrivé deuxième (34,6%), derrière le RN (35,2%), avec un retard de seulement 358 voix. Il est élu (60,5%)

Agnès Pannier-Runacher : elle était arrivée deuxième de la 2e circonscription du Pas-de-Calais derrière le Rassemblement national (RN) Alban Heusèle, (20,12%). Le désistement du candidat NFP lui permet d'être élue avec 55,6% des voix.

Laurent Marcangeli : président du groupe Horizons à l'Assemblée, Laurent Marcangeli a été réélu député de la première circonscription de Corse-du-Sud, face à la candidate du Rassemblement national Ariane Quarena, avec 63,20% des voix.

Aurélien Pradié : dans la 1re circonscription du Lot, il est arrivé en tête (42,3%) devant la candidate du NFP (24%) et la candidate RN (23% au premier tour. Il est réélu au second (53,7%).

Annie Genevard : Dans la 5e circonscription du Doubs, la présidente par intérim des Républicains est largement réélue avec 62,69% des voix au second tour, après être arrivée en tête au premier tour (35,20%) devant la candidate du Rassemblement national (33,76%).

Le Nouveau Front populaire au défi d'une coalition de gouvernement

SERAIT-CE LA MAGIE de l'unité retrouvée ou, plus sobrement, la mécanique implacable des désistements républicains ? Déjouant tous les pronostics, le Nouveau Front populaire (NFP) s'est imposé en tête du second tour des élections législatives avec 188 à 199 sièges, devant la coalition présidentielle (de 164 à 169 sièges) et le RN et ses alliés (de 135 à 143 sièges). La surprise est venue de la capacité de résistance du « front républicain » ; un réflexe qui a permis le report de voix des électeurs macronistes, et parfois même du centre-droit, au profit des candidats de gauche et écologistes. Les castors ont beau avoir les dents limées par les barrages successifs, leur adhésion au mot d'ordre « tout sauf le RN » aura suffi à anéantir les rêves de majorité absolue de Jordan Bardella.

Autre enseignement de cette soirée : le mouvement de rééquilibrage enclenché par le bon score de Raphaël Glucksmann aux européennes (14 %) se confirme par un doublement du nombre de députés PS, avec une estimation comprise entre 55 et 65 sièges contre 31 en 2022. Ils se rapprochent ainsi du groupe LFI, crédité de 85 à 94 députés. D'autant que des départs d'élus insoumis dans le sillage de François Ruffin et Clémentine Autain pourraient amputer ce chiffre dès l'ouverture de la législature. « Ce n'est plus du tout la domination écrasante de la Nupes, mais nous aurons un groupe LFI de combat bien plus discipliné », se console un collaborateur insoumis au Palais-Bourbon.

Pourtant, de vieilles habitudes hégémoniques demeurent. Une nouvelle fois, ce dimanche soir, Jean-Luc Mélenchon a pris de vitesse l'ensemble des autres leaders du NFP pour revendiquer la victoire. Le tribun insoumis a exhorté le président de la République à « s'incliner » en « admettant cette défaite sans tenter de la contourner ». « Aucun subterfuge, aucun arrangement ou aucune combinaison ne serait acceptable, a-t-il encore prévenu. Le président a le pouvoir, le président a le devoir, d'appeler le Nouveau Front populaire à gouverner ». De fait, selon lui, Gabriel Attal n'a d'autre choix que de quitter Matignon pour céder sa place à une personnalité issue des rangs de la gauche.

Rupture. Or, c'est bien sûr la question de l'incarnation du futur Premier ministre que devraient se cristalliser les tensions internes au NFP dans les prochains jours. Sur le papier, chacune de ses formations plaide pour l'application d'un programme de rupture articulé autour de quelques marqueurs, à commencer par l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans et l'augmentation du Smic à 1600 euros. « Le NFP, voilà notre programme, c'est la seule base de discussions pour construire une majorité parlementaire », prévient l'ancien chef des Verts, David Cormand. A condition de réunir une majorité de 289 sièges.

En coulisses, le mode de désignation du candidat à la primature n'a jamais été tranché par l'accord de législature. Côté LFI, on répète que seul le groupe parlementaire le plus important du NFP serait légitime à choisir le bon profil. Tandis que le reste des alliés socialistes, écologistes et communistes plaident en faveur du « consensus », seul moyen de disqualifier

Le taulier de la maison rose, Olivier Faure, n'a pas manqué de souligner qu'il appartenait « au cœur » du Nouveau Front populaire, à savoir le PS, de « refonder un projet collectif »

Jean-Luc Mélenchon dans la course au poste de Premier ministre.

Consciente du bras de fer qui s'annonce avec les bataillons insoumis, la patronne des Verts Marine Tondelier n'a pas attendu la fin de l'allocution du tribun pour dévoiler son plan. Depuis déjà près d'une heure, son nom s'affiche sur les portables des cadors de la macronie qui voient en elle une potentielle future première ministre. « Nous avons gagné et maintenant nous allons gouverner », s'est exclamé l'écologiste. Avant de préciser, à toutes fins utiles : « Ce n'est pas le moment des postures, pas le moment des oukases, ni des courses de petits chevaux. Pas le moment de proposer un ou une Première ministre, c'est très tôt ».

SIPA PRESS

« Le Président a le devoir d'appeler le Nouveau Front populaire à gouverner », s'est exclamé **Jean-Luc Mélenchon**, dimanche soir.

D'ailleurs, le taulier de la maison rose, Olivier Faure n'a pas manqué de souligner qu'il appartenait « au cœur » du Nouveau Front populaire, à savoir le PS, de « refonder un projet collectif ». Cela passera immanquablement par la prise en compte d'un nouveau poids-lourds sur les bancs socialistes : l'ancien chef de l'Etat, François Hollande, de retour dans

« Tout le jeu consistera pour le leader insoumis à ne pas laisser Marine Le Pen incarner seule le débouché au chaos institutionnel. D'entrée de législature, il va amplifier la conflictualité et appeler à la démission d'Emmanuel Macron dès que possible »

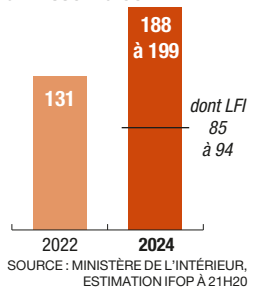
le jeu après sa large victoire dans une triangulaire en Corrèze. Il incarnera la tentation d'un retour à la social-démocratie.

La réélection sur le fil de François Ruffin sur le front de la Somme, couplée à celle des dissidents comme Alexis Corbière, devrait ouvrir la voie à une nouvelle aventure autonomisée de LFI. Samedi, les candidats du pôle écologiste réunissant les troupes de Marine Tondelier et le micro-parti de Benoît Hamon, Génération.s se sont entendus sur le principe d'un dépassement. « L'ouverture devra englober les ruffinistes, les autinistes, les communistes, mais comme à l'habitude, les écologistes parlent le plus souvent de leur sacro-sainte autonomie », raille l'un des artisans de ce futur groupe. « On peut monter à une quarantaine dans ce groupe, mais symboliquement ce sera important », veut croire le député Génération.s, Benjamin Lucas.

Une fois dissipé l'écran de fumée du « Mélenchon, Premier ministre » que se plairont à entretenir les stratèges de l'Elysée, subsiste l'évidence : jamais les insoumis n'ont envisagé de prendre part à un gouvernement élargi par quelques compromis. « Je n'irai pas faire les poubelles de la macronie. Il y a écrit Nouveau Front populaire, pas tri sélectif sur mon front », annonce le député LFI réélu en Haute-Garonne, Hadrien Clouet. « Tout le jeu consistera pour Jean-Luc Mélenchon à ne pas laisser Marine Le Pen incarner seule le débouché au chaos institutionnel, pronostique le politologue spécialiste des gauches, Rémi Lefebvre. D'entrée de législature, il va amplifier la conflictualité et appeler à la démission d'Emmanuel Macron dès que possible ».

Antoine Oberdorff
@A_Oberdorff

Nouveau Front populaire : la percée
Nombre de députés de LFI et ses alliés à l'Assemblée



SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, ESTIMATION IFOP À 21H20

Emmanuel Macron : le premier jour du reste de son quinquennat

LE PREMIER JOUR du reste de sa présidence. A l'issue du second tour des élections législatives provoquées par la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin dernier, Emmanuel Macron s'aventure à nouveau dans une zone inexplorée de la Ve République. Après avoir aligné des victoires inédites (élu sans parti en 2017, réélu hors cohabitation en 2022), un contrecoup historique (il est contraint à une majorité relative dans la foulée), il subit un échec cinglant le 7 juillet : un pays ingouvernable à la suite d'une décision incomprise. Il hérite d'un hémicycle découpé en trois, dont aucune majorité ne se dégage, sauf à bâtir une improbable coalition englobant socialistes, écologistes, macronistes et droite modérée. Au bout du compte, Emmanuel Macron rate le pari de la dissolution : celui d'une clarification du paysage politique.

La gauche arrive en tête, mais quelle gauche ? Déjà, le ciment du rejet du RN se fissure. La droite sauve les meubles, mais quelle droite ? Déjà, la fracture de l'alliance avec le RN se ravive. La majorité sortante se tasse fortement, mais quelle majorité sortante ? Déjà, chacun tente de reprendre ses billes.

Quant au RN, il double quasiment son nombre de députés, mais il apparaît comme le grand perdant de la soirée. L'Assemblée nationale est illisible. Le Premier ministre Gabriel Attal démissionne, comme c'est la règle, et s'en prend au passage au Président : « Cette dissolution, je ne l'ai pas choisie, mais j'ai refusé de la subir ». Un champ de ruines pour tout le monde. Sauf pour Emmanuel Macron, pas mécontent de son coup finalement.

Silencieux. Dimanche soir, le président de la République est resté silencieux. Mais ses troupes ont relayé, sur les plateaux de télévision, les messages élaborés en lien avec l'Elysée. La tonalité est presque triomphale : « Nous sommes parvenus à faire mentir les sondages », qui donnaient trois fois moins de sièges à la majorité sortante qu'il y a un mois ; « Nous confortons notre place de force politique centrale après sept ans de pouvoir ».

La méthode Coué peut être un atout. En l'occurrence, elle est contredite par les évidences. Tout va changer autour du Président : sa relation avec un Premier ministre dont personne n'a la moindre idée à ce stade ; ses pouvoirs, contraints par une éventuelle coalition ressemblant à une cohabitation ; ses liens avec son propre camp et le profil des trois dernières années de son mandat : chacune sera

Puisqu'aucune évidence ne s'impose, le chef de l'Etat devra composer avec les nouveaux équilibres de l'Assemblée. Sera-t-il à la manœuvre pour trouver la personne incarnant ce barycentre ?

marquée par une échéance électorale : une probable dissolution dans un an (délai minimum fixé par la Constitution), les municipales en 2026 et la présidentielle en 2027. Emmanuel Macron continue son exploration de la terra incognita, pour le pire et pour le pire.

L'épreuve première est le choix d'un Premier ministre. Emmanuel Macron a entretenu une relation compliquée avec tous les locataires de Matignon. A l'exception de Jean Castex. Il les avait pourtant choisis. Tel ne sera plus le cas. Sur le papier, c'est lui qui décide. « Le chef de l'Etat peut nommer qui il veut, même un étranger, même une personne non éligible », explique Benjamin Morel, spécialiste de droit constitutionnel, auteur de Le Parlement, temple de la République (Passés/Composés, juin 2024).

Mais il court le risque que son candidat soit renversé par le Parlement. La logique veut qu'il désigne un leader de la formation arrivée en tête. Ce ne sera pourtant pas Jean-Luc Mélenchon, malgré ses offres de services immédiates dimanche soir : le président de la République et son Premier ministre sortant Gabriel ont promis de ne pas gouverner avec LFI. Peu après 20 heures, l'entourage du Président conseillait la prudence : les résultats ne préjugent pas de l'identité du Premier ministre.

Puisqu'aucune évidence ne s'impose, Emmanuel Macron devra composer avec les nouveaux équilibres de l'Assemblée. Sera-t-il à la manœuvre pour trouver la personne incarnant ce barycentre ? La quête du mouton à cinq pattes pouvant prendre du temps, va-t-il demander à Gabriel Attal d'expédier les affaires courantes le temps nécessaire. L'intéressé s'est dit prêt à cet intérim. Ou bien désigner un Premier ministre avec un contrat à durée très déterminée, le temps de mettre sur pied une coalition plus durable ?

Pour faire face à la nouvelle donne, le Président va remodeler son entourage immédiat. En 2017, il avait inauguré la pratique des conseillers partagés avec Matignon afin de permettre une meilleure harmonie entre les deux têtes de l'exécutif. Ce dispositif n'a plus de raison d'être. Désormais, l'article 20 de la Constitution va retrouver une application rigoureuse : le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. Inutile de mettre en commun une expertise technique.

Vitale. Accessoirement, la dissolution permettra de régler le cas de Mathias Ginet, le conseiller agriculture de l'Elysée, très critiqué au moment de la crise de janvier. Il était promis au départ. Comme souvent à l'Elysée, l'exécution de la décision tardait. En revanche, Benoît Faraco, lui aussi objet des mêmes critiques, devrait demeurer à son poste : il n'est pas conseiller partagé, mais chef de pôle. Il devra gérer à nouveau la crise agricole qui couve et pourrait repartir de plus belle en octobre, à quelques mois des élections aux chambres d'agriculture.

Moins de technique, plus de politique : l'Elysée s'apprête à renforcer ce pôle, déjà insuffisant avant la dissolution. La relation avec Matignon sera plus complexe, celle avec le Parlement plus vitale. Une liste de recrutements de conseillers dotés d'un bon réseau parmi les élus est prête. Il faudra traiter les parlementaires, alors que le pouvoir de l'Assemblée nationale va se renforcer. L'arrivée d'un conseiller chargé des institutions, poste vacant depuis le départ d'Eric Thiers pour le cabinet de Nicole Belloubet, ministre de l'Education, est aussi en route : la lecture de la Constitution, dans tous les sens du terme, devient essentielle.

Le Président devra cohabiter avec ses propres contradictions : donner la parole au peuple tout en cherchant à éviter l'arrivée du RN à Matignon. La politique du Front républicain s'est montrée efficace, mais nourrit l'accusation de tripatouillages brandie par Marine Le Pen. Le RN trumpise les résultats du 7 juillet sur le thème : « On nous a volé l'élection ».

Tandis qu'Emmanuel Macron affirme que la clarification appelée de ses vœux a eu lieu : à part les 33 % de Français qui ont voté Jordan Bardella aux européennes puis pour des candidats RN au premier tour, les Français ne veulent pas du parti d'extrême droite. Mais ceux qui représentent les 66 % restants seront-ils capables de s'entendre ?

François-Xavier Bourmaud et Corinne Lhaïk
@fxbourmaud
@clhaik

SIPA PRESS

Le président de la République a appelé, dès dimanche soir, à la « prudence » dans l'analyse des résultats du second tour des législatives.

Sauvée, la majorité déjà menacée par les divisions

CES RÉSULTATS sont inespérés. Le 9 juin au soir, les députés de la majorité présidentielle en sont persuadés : leurs troupes reviendront décimées, balayées par la vague inarrêtable du Rassemblement national et le geste insensé d'un Président isolé. Certains en ont fait les frais dès le premier tour, en étant éliminés au profit d'un duel entre l'union de la gauche et l'extrême droite, ou contraints de se désister pour laisser la place au barrage républicain.

Les scores du second tour leur rendent de l'oxygène. En début de soirée, les estimations de l'Ifop plaçaient le camp présidentiel en potentielle deuxième force de l'Assemblée nationale, avec 150 à 180 députés élus. Les rangs s'en retrouvent affaiblis – ils étaient 250 il y a deux ans –, mais le revirement est total. Récemment encore, la barre des cent candidats reconduits semblait difficilement atteignable.

Les premiers éléments de langage émanant de l'état-major ont, sans surprise, ressemblé à un autosatisfecit. « Notre campagne a payé : en moins d'un mois, nous avons réussi à déjouer tous les pronostics et recréer une dynamique forte en notre faveur », diffusait-on dimanche soir dans les rangs de la désormais ex-majorité.

« Aujourd'hui, notre force politique a su mobiliser des millions de Français autour d'un projet républicain, progressiste, européen et humaniste », a déclaré le président de Renaissance, Stéphane Séjourné, depuis le QG du parti à Paris. Depuis Matignon, Gabriel Attal a de son côté opposé au pari fou d'Emmanuel Macron la rationalité de son engagement de terrain. « Avec les candidats Ensemble pour la République, nous avons décidé de nous battre. »

C'est oublier une partie de l'histoire. Si les responsables du camp présidentiel reconnaissent que le bloc central n'est désormais plus majoritaire – Gabriel Attal remettra sa démission lundi matin mais assurera ses fonctions aussi longtemps que son « devoir l'exigera » –, ils oublient que nombre de candidats sortants doivent à la gauche leur retour dans l'hémicycle. Ainsi d'Elisabeth Borne, Agnès-Pannier Runacher, Franck Riester et bien d'autres qui ont parfois rattrapé un retard de quinze points sur le Rassemblement national grâce aux reports de voix du Nouveau Front populaire. En difficultés à Tourcoing, Gérald Darmanin a lui aussi pu compter sur les électeurs de gauche pour devancer largement le RN.

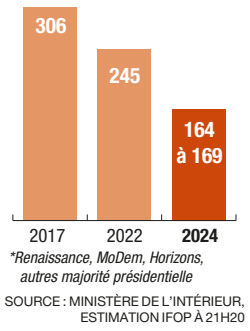
Tractations. Les lectures divergent. Dès la publication des premiers résultats, les figures du bloc central faisaient entendre des voix dissonantes. François Bayrou rappelant que le vote NFP pour faire barrage ne vaut pas approbation de son programme, et qu'une majorité pour gouverner est donc « inimaginable ». Gérald Darmanin profitant du bon score des Républicains – environ 60 parlementaires réélus – pour leur lancer un appel : « Il faut peut-être s'ouvrir à cette droite républicaine plus qu'on ne l'a fait auparavant. » Ou encore Edouard Philippe tendant la main à qui voudra pour entamer la reconstruction d'une alternative de long terme.

Ces premières déclarations présagent de futures difficultés. Dès lundi, les tractations autour de la constitution des groupes parlementaires s'enclencheront. Nul doute que cette nouvelle donne viendra fracturer un peu plus un camp présidentiel fragile. D'abord parce qu'il faudra gérer les revenants, tous remontés contre le chef de l'Etat et pour beaucoup galvanisés par une victoire qu'ils ne doivent qu'à leurs noms. Ensuite parce que le bloc de gauche devient, de fait, la nouvelle force d'attraction du Parlement.

Déjà, ces derniers mois, existait dans l'esprit d'une quarantaine de macronistes l'idée d'un nouveau groupe « progressiste », se plaçant à mi-chemin entre la gauche et le bloc central. Ceux-là pourraient être tentés de servir de force d'appoint à un ensemble de gauche modérée, excluant La France insoumise, qui demeure une ligne rouge. Sur le réseau social X dimanche soir, Sacha Houlié, victorieux dans une circonscription donnée perdante face à la gauche, s'empressait ainsi de souligner le « nouveau visage » de la France et « la place essentielle » de « la sociale démocratie ». « J'en tirerai les conséquences », faisait savoir l'ancien président de la commission des Lois.

Ensemble : fort recul

Nombre de députés de la majorité* à l'Assemblée



*Renaissance, MoDem, Horizons, autres majorité présidentielle

SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, ESTIMATION IFOP À 21H20

En face, des parlementaires du camp présidentiel pourraient par contraste être tentés de rebâtir une aile droite influente. Par le biais de Gérald Darmanin notamment, qui souhaite reprendre les rênes du groupe Horizons en l'élargissant aux LR volontaires et à certains membres de Renaissance.

Ironie du sort. Menacés de disparition durant ces trois dernières semaines, les macronistes pourraient bien rebâtir de leurs propres mains le clivage gauche-droite qu'ils ont pris tant de plaisir à dynamiter.

Dinah Cohen
@DinahCohen

La droite de Wauquiez refuse toute « coalition » ou « compromission »

POUR LES RÉPUBLICAINS, « il n'y aura ni coalition, ni compromission », a prévenu dimanche soir Laurent Wauquiez, alors que la droite a émergé du second tour des législatives avec un résultat qu'aucun responsable LR n'aurait osé rêver au moment de l'annonce de la dissolution il y a trois semaines. A l'issue d'une campagne aux allures de mission impossible, LR et ses alliés étaient en effet crédités dimanche soir de 63 sièges à l'Assemblée nationale selon des projections de l'institut de sondage Ifop, quand le groupe LR en comptait 61 jusque-là.

Si Les Républicains seront loin d'avoir le même poids politique dans l'hémicycle que les trois blocs dominants que sont le Nouveau Front populaire, Ensemble et le Rassemblement national, ce point d'arrivée a des allures de miracle électoral pour un parti auquel son président, Eric Ciotti, avait porté un coup a priori fatal en décidant de s'allier avec le Rassemblement national le 11 juin.

Droite indépendante. Nombre de députés sortants LR ont bénéficié dans l'entre-deux-tours du front républicain auquel leurs dirigeants ont a pourtant refusé de participer. C'est le cas du président sortant du groupe, Olivier Marleix, réélu avec plus de 57% des voix, alors qu'il était en grande difficulté au premier tour. Ont aussi été réélus la secrétaire générale de LR, Annie Genevard (plus de 62%) et le député du Lot, Aurélien Pradié (53,8%).

Elu avec plus de 60% des voix face au RN, Laurent Wauquiez va lui aussi retrouver le Palais-Bourbon, qu'il avait quitté en 2017 pour se consacrer à la présidence de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Et il ne revient pas seul, puisque 16 des 18 élus LR de sa région ont été réélus avec lui. « Ici ce soir, c'est la victoire d'une droite claire et indépendante », a-t-il aussitôt affirmé depuis sa ville du Puy-en-Velay, en rendant hommage à « tous les candidats de (sa) famille politique qui sont restés droits contre toutes les manœuvres ».

CAPTURE D'ÉCRAN X

Elu avec plus de 60% des voix face au RN, **Laurent Wauquiez** va retrouver le Palais-Bourbon.

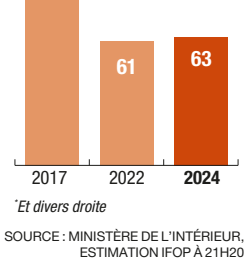
Celui qui va désormais revendiquer le leadership à droite a refusé de s'inscrire dans la constitution d'une éventuelle coalition gouvernementale, se positionnant dans l'opposition. « Je vois bien la tentation des tractations, des combinaisons pour échafauder des majorités contre nature. Ce sera sans nous, a-t-il prévenu. Notre démocratie a trop souffert de cela (…) Le "en même temps" est mort ce soir et tous ceux qui voudront le prolonger dans le dos des électeurs seront discrédités demain ». Dès lors, le nouveau député LR de Haute-Loire entend plutôt « consacrer toute son énergie » à la reconstruction de la droite, les yeux tournés vers la présidentielle de 2017.

Défi de l'unité. « Dans un contexte très difficile, Les Républicains font mieux que résister, s'est aussi réjoui sur X le président des sénateurs LR, Bruno Retailleau. Plus que jamais, les résultats de ce soir montrent que seule la droite libre et indépendante est en capacité de proposer une véritable alternative pour redresser le pays ».

Pour LR, la nouvelle configuration politique est « idéale », juge même un stratège LR. Après des années d'ambiguïtés, passées à soutenir ou rejeter les textes du gouvernement macroniste au cas par cas, « on va pouvoir être dans une opposition claire à la majorité, avec un RN décrédibilisé », souligne-t-il.

LR : une résistance inattendue

Nombre de députés LR* à l'Assemblée



*Et divers droite

SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, ESTIMATION IFOP À 21H20

Reste à savoir si Laurent Wauquiez sera suivi par tous les rescapés LR de ces législatives. Dans les prochains jours, la droite va en effet devoir relever le défi de l'unité, alors que ses députés, qui ont jusqu'à jeudi 18 heures pour choisir dans quel groupe s'inscrire, vont être sollicités de toutes parts. Certains pourraient ainsi être tentés de rejoindre le RN et ses alliés « ciottistes », à la recherche de nouveaux alliés. D'autres, plus nombreux sans doute, pourraient se laisser tenter par un nouveau groupe de droite créé sous la houlette de Gérald Darmanin, qui allierait macronistes de droite et LR, dans le cadre d'une nouvelle recomposition politique. Déjà, le ministre de l'Intérieur a tendu la main aux LR dimanche soir, en appelant son camp à « s'ouvrir à cette droite républicaine » qui « reste très forte ». Reste à savoir, aussi, où choisira de se positionner Aurélien Pradié, qui ambitionnait avant les élections de former un groupe indépendant mais ne semble guère en avoir les moyens en termes de ressources humaines.

Laurent Wauquiez risque donc d'avoir fort à faire pour retenir ses ouailles à l'intérieur du navire LR. Les Républicains vont aussi devoir s'atteler rapidement à des sujets qu'ils ont dû glisser sous le tapis le temps de la campagne, au premier rang desquels figure la reconquête de leur propre parti. Eric Ciotti, réélu dimanche dans les Alpes-Maritimes grâce à son alliance avec le RN, demeure en effet, juridiquement, le président de LR malgré trois tentatives ratées d'exclusion.

Christine Ollivier
@Chr_Ollivier

Choix publics L'individu sacrifié, victime des campagnes électorales

La chronique de Erwan Le Noan

SANDRINE ROUDEIX

LES CAMPAGNES ÉLECTORALES suscitent de vifs échanges et de grandes confrontations. A ce titre, elles peuvent être sources de fortes inquiétudes, soit que les programmes affolent, soit que les personnalités effraient. La fébrilité se retrouve dans tous les camps, entretenue par les caricatures et les exagérations réciproques. La peur est mauvaise conseillère, donc profitable électoralement.

Une première réaction face à ces émois serait de constater qu'ils informent plus sur le rapport des électeurs au pouvoir que sur les plateformes programmatiques. Si les citoyens craignent tant les résultats des élections, c'est que l'Etat a pris une part trop importante dans leurs vies. La remarque n'est pas dépourvue de pertinence dans un pays dont l'unité s'est forgée par et à travers l'Etat et dont les institutions sont profondément bonapartistes. L'historien Pascal Ory écrit ainsi que « la France continue à trancher sur ses voisins par le caractère structurellement autoritaire de sa culture politique ».

Ordonnancement arbitraire. Une seconde est, en écho, de constater que les craintes exprimées oublient souvent la réelle victime de toutes les campagnes, si promptes à proposer des solutions faites de contraintes réglementaires ou de collectivisation budgétaire : l'individu. Il est pourtant la cible des normes qui ont pour objet volontaire ou effet collatéral de diriger son existence et déterminer ses choix, la proie ultime des propositions fiscales et le sacrifié facile des fantasmes de planification et d'ordonnancement arbitraire de la réalité. Dans nos débats politiques, l'individu s'efface derrière des discours généralisants, des recommandations abstraites et des promesses illusoires.

Cette tension est d'autant plus forte dans une période où se déploient les attractions populistes, qui prospèrent sur la réduction des complexités, la simplification des diversités, la réification des groupes humains. Les discours électoraux holistes absorbent ainsi en eux l'individu, qui disparaît des représentations et se dissout dans les analyses théoriques. Centrés sur l'Etat, ils l'ignorent totalement. Dans une inversion démocratique, ils promeuvent un politique qui coporalise la société au lieu de la servir, un collectif qui ordonne à l'individu pour qu'il exécute, alors qu'il devrait restreindre sa légitimité à la condition d'être un outil de son accomplissement libre et personnel.

L'individu est pourtant le fondement de notre modernité. Il est le centre indispensable et le moteur inviolable de la philosophie démocratique, qui clame son irréductibilité, protège sa dignité et valorise son unité. Pour reprendre un mot de Jean Genet sur l'œuvre du sculpteur Giacometti, sa défense nous rappelle que « chacun a sa beauté parce qu'il est « seul » à être, il y a en lui l'irremplaçable ».

« Il est l'unité politique si fragile mais incontournable sur laquelle repose l'ensemble de l'édifice de la pensée démocratique »

Surtout, l'individu est l'unité politique si fragile mais incontournable sur laquelle repose l'ensemble de l'édifice de la pensée démocratique, le foyer de la liberté que le droit a pour mission de protéger dans son intimité. Il est notre seul refuge et notre seul espoir. L'écrivain suédois Stig Dagerman (1923-1954) écrivait ainsi dans un petit livre somptueux *(Notre besoin de consolation est impossible à rassasier)* : « Il n'existe pour moi qu'une seule consolation qui soit réelle, celle qui me dit que je suis un homme libre, un individu inviolable, un être souverain à l'intérieur de ses limites ».

Les réflexions partisanes actuelles gagneraient à penser la politique depuis et pour l'individu, plutôt que contre lui.

@erwanlenoan

SIPA PRESS

La présidente de l'Assemblée nationale, **Yaël Braun-Pivet**.

« Affaires courantes » : l'intérim de Gabriel Attal peut durer

« J'assumerai mes fonctions aussi longtemps que mon devoir l'exigera », a déclaré dimanche soir **le Premier ministre**, depuis Matignon.

LE VERDICT CONNU, le commentaire ne s'est pas fait attendre : « Emmanuel Macron appelle à la prudence. Les résultats ne répondent pas à la question de "Qui pour gouverner ?"», indiquait dimanche soir son entourage. Peu après, tout en annonçant qu'il remettrait sa démission ce lundi matin, Gabriel Attal précisait : « J'assumerai mes fonctions aussi longtemps que mon devoir l'exigera », avec, pour horizon immédiat les Jeux olympiques. Participation record, nécessité que l'équipe gouvernementale traduise vite la volonté des Français et Assemblée nationale siégeant pour quinze jours à partir du 18 juillet : c'est sur ce triptyque qu'a pu raisonner l'Elysée à l'approche du verdict. Dans les ministères, à Matignon au premier chef, les experts ont pu s'accrocher à quelques balises institutionnelles. Des points de repère en période de sables mouvants qui semblaient se solidifier avec un Nouveau Front populaire arrivant en tête, devant la majorité présidentielle et le Rassemblement national.

L'une de ces balises est peu connue. Tout nouveau membre du gouvernement trouve en effet sur son bureau un « dossier pour le nouveau ministre » qui a été préparé par le secrétaire général de son ministère. Sont passés en revue l'organisation de l'administration, les questions à régler, l'avancement de l'exécution budgétaire, les relations avec les organisations syndicales. Seul le « SG » tient la plume et n'en dit mot, en principe, à son patron sur le départ.

Si le vade-mecum est censé être exempt de connotation politique, les sujets chauds sont évoqués. Au ministère de la Culture sera par exemple résumée la réforme de l'audiovisuel public engagée par Rachida Dati. A celui des Transports, l'éventuel renouvellement de Jean Castex à la tête de la RATP et la succession d'Augustin de Romanet à la direction d'Aéroports de Paris. A Bercy, évidemment, l'intenable équation budgétaire…

Rien à voir avec les usages outre-Manche où l'on a vu le travailliste Keir Starmer, à peine arrivé au 10 Downing Street, annoncer la composition de son équipe. Il est vrai qu'au Royaume-Uni, les secrétaires généraux des ministères doivent informer le Shadow cabinet dès la campagne électorale.

Hypothèses. Ces derniers jours, au sein de l'exécutif comme au Secrétariat général du gouvernement (SGG) et au Conseil d'Etat, beaucoup d'hypothèses ont été étudiées. Car quelle que soit sa durée, la gestion des « affaires courantes » s'impose. Or, même s'il est balisé par la jurisprudence, cet intérim ne va pas de soi. Il est revenu au SGG, tour de contrôle pilotée par la très appréciée Claire Landais, de rappeler les règles. Une note a ainsi été envoyée la semaine dernière aux directeurs de cabinet du gouvernement, a confirmé l'un d'eux à l'Opinion.

Sous la Ve, l'interrègne n'a guère excédé quelques jours, sauf à deux reprises, pour Georges Pompidou et Michel Rocard. En règle générale, le Premier ministre, dont la démission a été acceptée par le président de la République, veille à ce qu'il n'y ait pas de vacance de pouvoir. Quelles que soient les alternances, y compris les cohabitations, les

«Plus l'entre-deux durera, plus le gouvernement aura une latitude pour agir», anticipait vendredi un familier des institutions

passages de relais n'ont pas donné lieu à des crises majeures. « Entre partis républicains, on fonctionne plutôt en gentlemen », résume un constitutionnaliste.

« Le gouvernement gère l'administration, paie les agents et les dépenses habituelles, prend les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'Etat, y compris les nominations de dirigeants de services publics », écrit le conseiller d'Etat et ancien directeur de l'ENA, Patrick Gérard, dans son *Dictionnaire de la Constitution* (LexisNexis, août 2023), citant une jurisprudence de 1983. Cela posé, « [le gouvernement] ne peut engager l'avenir en signant des décisions ou en engageant des réformes qu'il n'aura pas à mettre en œuvre », précise-t-il. Sauf à prendre le risque de voir ses actes annulés par le juge pour « incompétence ».

Le sujet des nominations reste sensible, d'où la promptitude qu'avait eue Marine Le Pen à dénoncer « un coup d'Etat administratif », notamment de Gérald Darmanin sur les postes clés à l'Intérieur.

Dans un avis de 2017, la section de l'intérieur du Conseil d'Etat estimait que le gouvernement peut « accomplir les actes relevant du fonctionnement quotidien et continu de l'administration ou que commande l'urgence », ajoutant que « la nécessaire continuité du service public fonde cette compétence ».

Tout le monde a en tête les Jeux olympiques, mais une autre éventualité peut se profiler, comme la reprise des troubles en Nouvelle-Calédonie. « Assurer le maintien de l'ordre, oui, décréter l'état d'urgence, c'est en principe non », résume le politiste Benjamin Morel, auteur de *Le Parlement, temple de la République* (Passés/Composés, juin 2024).

La continuité de l'Etat, c'est bien cela qui est en jeu. Mais, évidemment, l'impératif ne revêt pas la même dimension selon que les « affaires courantes » durent quelques jours ou quelques mois. Formellement, c'est un gouvernement démissionnaire qui expédie les affaires courantes. Une fois un nouveau Premier ministre nommé par le Président, l'équipe qui lui succède retrouve, elle, ses pleines prérogatives. Désormais, les vérifications de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) et du fisc sur les CV des potentiels ministres prennent du temps. Quelques jours au minimum.

Rapport de force. Que pourrait avoir comme conséquence une tentative de coalition ? « Plus l'entre-deux durera, plus le gouvernement aura une latitude pour agir, anticipait vendredi un familier des institutions actuellement au cœur de l'exécutif. Comme en Allemagne, Italie ou Belgique, la composition d'une coalition pourrait prendre du temps. En réalité, la vraie marge de manœuvre dépendra du rapport de force politique ». « Qui pour gouverner ? » demande déjà Emmanuel Macron. La réponse est en partie dans la question.

La tentative de compromis, si elle a lieu, ne devra pas écarter une motion de censure, épée de Damoclès sur le travail gouvernemental. Les regards seront vite tournés vers la préparation de la loi de finances. Les lettres de cadrage doivent, comme d'habitude, être envoyées avant la fin juillet.

Le 18 juillet, la nouvelle donne se manifestera aussi à l'Assemblée nationale. « Ce sera le premier test avec l'élection de son président ou de sa présidente et la répartition des postes à responsabilité à la questure, dans les commissions, aux vice-présidences », assure Jean-Jacques Urvoas, professeur de droit public et ancien garde des Sceaux. Gabriel Attal ne cache pas son souhait de diriger le groupe Renaissance à l'Assemblée. Gérald Darmanin répète qu'il « n'a pas envie de continuer » place Beauvau mais a « le sens du devoir » et Bruno Le Maire n'a pas, non plus, l'intention de s'attarder à Bercy. Expédier les affaires courantes n'empêche en rien les grandes manœuvres de commencer.

Marie-Amélie Lombard-Latune
@malombard

Think again S'il vous plaît, dites-moi que ce n'est pas vrai !

La chronique de Eric Le Boucher

SIPA PRESS

Donald Trump est le premier président à être reconnu coupable devant une Cour de Justice de 34 délits, dont des mensonges et des dissimulations. Son plus grand forfait, parmi mille, est d'avoir fomenté une sorte de coup d'Etat le 6 janvier 2021 en lançant les foules sur le Capitole après son échec à l'élection présidentielle. Il devrait être disqualifié à vie mais la Cour suprême, où il avait placé ses partisans, a estimé qu'il bénéficiait « d'une sorte d'immunité » et il peut donc se représenter. A trois mois du vote, Donald Trump pourrait l'emporter et redevenir président de la plus grande puissance militaire et économique du monde. Please, dites-moi que ce n'est pas vrai !

Vladimir Poutine, minable espion du KGB devenu dictateur, déchirant tous les traités du droit international, a lancé son armée à l'assaut de son voisin l'Ukraine. Il a été bloqué par l'héroïsme de ses ennemis et par une solidarité des démocraties derrière Kiev. Mais il a léché ses plaies et il repart à l'offensive quand, en face, les Occidentaux, les uns lassés, les autres travaillés par les agents russes, fléchissent. Poutine pourrait arriver, non pas à ses fins qui étaient de détruire « les nazis » de Kiev et d'occuper tout le pays, mais à un gain de territoire qu'il coloriera comme sa grande victoire. Pozhaluysta, dites-moi que ce n'est pas vrai !

Ignorance. La France, pays de Descartes, a basculé dans l'irrationnel. Après une défaite aux élections européennes, le Président, pourtant le plus carré depuis Giscard, a décidé une dissolution timbrée de l'Assemblée nationale. Les Français qui sont réputés pour être râleurs mais aussi pour avoir la tête près du bonnet, vont envoyer à la Chambre des gens totalement non-qualifiés dont la pitoyable ignorance nous est montrée tous les jours sur les réseaux sociaux. L'Assemblée dont maints députés ne respectaient plus les règles et la tenue, donnait une piètre image de notre République. Après ces élections, c'en sera fini de la haute autorité de notre Capitole. S'il vous plaît, dites-moi que ce n'est pas vrai !

Notre Président ne trouvait pas de majorité de députés pour gouverner et poursuivre la modernisation de la France. Il

« Parmi les chefs d'entreprise croisés aux Rencontres économiques d'Aix ce week-end, le sentiment d'épouvante est le même. Tous racontent qu'ils ont bloqué les embauches, ressorti les plans de licenciements remisés lors de la crise Covid »

dissout pour obtenir la clarté. Il se retrouve devant une Chambre plus obscure encore, perd la main et ses opposants la prennent. L'extrême droite crie que cette élection lui a été volée par des combinazione et l'opinion lui donnera raison. La gauche, sans avoir rien fait, surtout pas de travailler ses idées, se croit revenue dans le jeu par un miracle du sort. Elle bât l'extrême gauche et dit pouvoir s'imposer au centre déconfit. Voilà l'ex-président, un autre, socialiste celui-là, qui au contraire de lui-même, dit qu'il faut abandonner la réforme des retraites.

Cette réforme est la seule avancée de ce quinquennat, la plus utile au pays pour améliorer un peu ses finances et augmenter le temps au travail, les deux sujets majeurs qui nous font face. Si-us-plau (auvergnat), dites-moi que ce n'est pas vrai !

« C'est vingt ans de ma vie qui sont détruits », nous a dit un financier de la tech, ce week-end, aux Rencontres économiques d'Aix-en-Provence. Il avait monté une start-up en France et, malgré les obstacles fiscaux et sociaux, il n'a pas quitté le pays, par patriotisme. Quand il a vendu son entreprise, il a payé plein pot les impôts. Mais il est resté en France et il se réjouissait de voir commencer à voir fleurir la French Tech. Il a monté un fonds. Les sommes levées sont désormais suffisantes en France pour grossir et changer d'échelle très vite, la clé du succès. Quand on a évoqué les élections il a visé son front de son index en disant : « le laser est pointé là ». Il explique : « le succès le plus grand d'Emmanuel Macron est cette start-up nation, ce sera l'objectif n° 1 à détruire par ses ennemis ». Lui et tous les chefs des entreprises qu'il finance ont déjà regardé comment partir dans un climat où la revanche sur « le président des riches » va consister à matraquer la réussite financière. Vous savez comment va maintenant s'appeler Choose France ? Choose Germany. Charles Babbage (fondateur de l'informatique), dites-moi que ce n'est pas vrai !

Impuissance. Parmi les autres chefs d'entreprise croisés à Aix, le sentiment d'épouvante est le même. Tous racontent qu'ils ont bloqué les embauches, ressorti les plans de licenciements remisés lors de la crise Covid (grâce aux aides de l'Etat). Les consommateurs vont évidemment glacer pour un temps leurs achats importants. La France économique est dans une expectative

« Dites-moi que la France n'est pas irrationnelle, que les dictateurs ne prennent pas le pouvoir, que la barbarie ne triomphe pas partout Dites-moi que nous avons encore un peu de force pour résister et croire que bientôt, le lent cours du progrès des hommes reprendra sa vraie marche »

craintive. Le PIB le montrera. L'amélioration du climat et de la compétitivité qui s'était enfin établie après tant d'années de mauvaise politique économique du keynésianisme éternel (la relance permanente payée par le déficit et les taxes sur le travail) risque d'être d'un coup anéantie par le retour de toutes les chimères dont le programme du Nouveau Front populaire était la triste illustration. De cet arrêt de la France, pour ne pas dire sa chute, nos amis vont tirer une éphémère joie qui laissera vite la place à l'inquiétude. La Grande-Bretagne qui a voté, elle, pour ce centre que la France abandonne idiotement, va relever le menton. Et l'Allemagne pourtant elle aussi en mauvais état, va se dire que décidément les Français ne sont pas des gens sérieux, le résultat terrible étant de replonger l'Europe dans les petites querelles. Bitte schön, dites-moi que ce n'est pas vrai !

Un front républicain peut-il être autre chose qu'une magouille électorale ? Les quatre partis de la raison (Renaissance, LR, PS et j'y mets les Verts, en hésitant) peuvent-ils s'entendre malgré leurs oppositions fondamentales sur un étriqué PGCD, un minimum commun, qui tienne un peu de temps ? Leur impuissance amènerait directement Marine Le Pen au pouvoir, ils ne l'auront évité que faussement, ils n'auront, surtout, pas détruit les causes, hélas, bien connue qui portent le populisme : une économie sans croissance, un social effrité par la dette, un avenir sans meilleur, une quotidienneté de la violence qui monte et du désordre qui grossit.

Dites-moi que ce n'est pas vrai, que la France n'est pas irrationnelle, que les dictateurs ne prennent pas le pouvoir, que la barbarie ne triomphe pas partout. Dites-moi que nous avons encore un peu de force pour résister et croire que bientôt, le lent cours du progrès des hommes reprendra sa vraie marche.

@EricLeBoucher

JEAN-FRANÇOIS PAGA

Retrouvez **toutes nos chroniques** sur lopinion.fr

S'estimant peu écouté, l'ensemble du secteur vit des jours difficiles. Les professionnels annoncent une vraie crise sociale

La construction immobilière, l'autre dissolution

Plongeon

Fortement malmené par des ventes en berne et des mises en chantier réduites, **le secteur de la promotion immobilière anticipe plusieurs centaines de milliers de pertes d'emploi d'ici à fin 2025**. D'autres activités du logement sont également touchées.

Sandra Mathorel

IL EST « TRÈS EN COLÈRE » et le répète en boucle. Le président de la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI), Pascal Boulanger, ne fait plus aucun effort pour cacher sa rancœur à l'égard d'un futur ex-gouvernement qui a « oublié » tout un secteur. Et ce ne sont ni les élections législatives, ni la nomination (probable) d'un nouveau ministre du Logement – « le sixième en sept ans ! » –, qui y changera quelque chose.

Aujourd'hui, les professionnels de l'immobilier attendent des mesures urgentes et concrètes. « Tous les jours, je reçois des appels d'adhérents qui vont mal. Si rien n'est fait, le secteur enregistrera 300 000 pertes d'emplois d'ici à fin 2025 ! », tonne-t-il. La crise sociale qui se dessine touche en cascade toutes les branches de l'immobilier. « Les promoteurs, mais aussi les déménageurs, les architectes, les entreprises du BTP et même les notaires licencient », détaille-t-il.

La situation est si délétère qu'une dizaine de fédérations professionnelles, de la FPI à celle du bâtiment (la FFB) en passant par les agents immobiliers (la Fnaim) et les propriétaires privés (l'UNPI), se sont réunies au sein d'un collectif en janvier dernier, l'Alliance pour le logement, en espérant peser davantage dans les (futurs) débats législatifs.

De fait, même les plus grands promoteurs ont successivement annoncé des plans sociaux : 500 postes supprimés chez Nexity (le leader de la promotion), 225 chez Bouygues Immobilier, mais aussi chez Vinci Immobilier – qui n'a pas communiqué sur le nombre concerné –, sans compter les petits promoteurs locaux. La presse régionale regorge d'histoire de faillites laissant les constructions inachevées et les acheteurs sur le carreau. A Limoges, les Maisons Batidur ont été placées en liquidation judiciaire en début d'année. En Gironde, Aqprim a subi le même sort en mai. A Angers, le groupe P2i est dans la tourmente.

Même les notaires. Selon les statistiques de la Banque de France, 60 210 entreprises ont fait faillite entre mai 2023 et mai 2024, dont 22% du secteur de la construction. En un an, le nombre de dépôts de bilan a bondi de 33%, l'un des plus élevés après les… « activités immobilières ». Par effet papillon, les agences immobilières souffrent aussi beaucoup : 900 d'entre elles ont été placées en redressement ou en liquidation judiciaire en 2023, et ce chiffre devrait s'alourdir cette année compte tenu de la conjoncture.

Plus inattendu, les études notariales font elles aussi le vide. « On commence par ne plus remplacer ceux qui partent. Certains ont été contraints de demander à leurs salariés de ne plus être à plein temps et réfléchissent à licencier », commente Boris Vienne, notaire et président de l'Union nationale des notaires employeurs. Les premières victimes sont les négociateurs immobiliers et les clercs.

Le fort coup de frein sur les transactions depuis un an n'est pas la seule raison de cette crise de l'immobilier. Les causes sont relativement connues. Dans l'ancien, la remontée brutale des taux d'intérêt des crédits a suspendu bon nombre de projets. Dans le neuf, cette baisse du pouvoir d'achat se cumule, entre autres, avec la raréfaction des terrains, la frilosité des maires à délivrer des permis de construire, la multiplication des normes et la flambée des prix. Un logement neuf se vend, en moyenne, 20% plus cher que dans l'ancien. « La crise des matériaux et de l'énergie a augmenté de 25% le coût de la construction », calcule Olivier Salleron, président de la Fédération française du bâtiment (FFB).

Les chiffres sont « catastrophiques » : les ventes ont encore chuté de 15% au premier trimestre et les mises en chantier de 20%. « Les autorisations de logements collectifs plafonnent à 40 000 sur les trois premiers mois de 2024, alors que nous étions, avant cette crise, qui date de la pandémie, autour de 65 000 les bons trimestres. Je pensais que nous avions atteint le fond de la piscine en fin d'année dernière, mais cela semble sans fin », se désole Pascal Boulanger.

Le très tardif mea culpa du ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, devant le Medef mi-juin l'a fait grincer des dents, après l'uppercut de la dissolution. « En mai, il y a eu un commencement de début de reprise. Les gens revenaient dans les bureaux de vente. Depuis le 9 juin, tout est de nouveau à l'arrêt, s'agace-t-il. Il ne faut pas que le nouveau ministre du Logement me demande de venir lui expliquer le problème, car le ministère a toutes nos propositions sur leurs bureaux depuis au moins trois ans ! ». Le secteur réclame notamment davantage d'aides à l'achat pour les particuliers et le remplacement du dispositif défiscalisant Pinel, qui vit ses derniers mois. Aucun des principaux programmes en lice aux législatives n'avançait ces solutions.

SIPA PRESS

Dans l'ensemble du pays, les cas de faillites laissant **les constructions** inachevées et les acheteurs sur le carreau se multiplient.

Mauvaises conditions météo et impasses techniques vont amputer sérieusement les récoltes cette année sur le territoire

2024, annus horribilis pour le blé en France

Vaches maigres

Intercéréales, le représentant de la filière française et Arvalis, l'institut technique du végétal, affichent des prévisions bien peu optimistes pour la campagne en cours. Le rendement en blé devrait tourner autour de 64 quintaux à l'hectare en France, soit une baisse de 13% de baisse en un an. Les surfaces ont, elles aussi, beaucoup diminué. Mathématiquement, **les volumes seront très inférieurs à la normale, sans doute entre 30 et 32 millions de tonnes de blé, contre 35,6 en 2023**.

Emmanuelle Ducros

IL A PLU, BEAUCOUP PLU, beaucoup trop sur la France céréalière. « Dans certaines régions, entre le mois de novembre et le 10 juin, on a enregistré un cumul de précipitations deux fois supérieur à la normale, constate Jean-François Loiseau, le président d'Intercéréales, l'interprofession de la filière. C'est le cas dans l'Ouest et pour la façade Atlantique, sur la Vendée, les Pays de la Loire, les Charente, le Maine-et-Loire ; des quantités d'eau incroyables. Sur la grande région nord, même chose, avec des inondations. Il n'y a que sur des régions comme la Bourgogne, où le sol absorbe bien l'eau, que les effets des pluies ininterrompues auront un impact moindre. »

Résultat : Intercéréales s'attend à une année médiocre pour le blé tendre (celui qui sert à faire le pain), dont les moissons commencent maintenant et dureront jusqu'en août. « Les rendements s'établiront autour de 64 quintaux à l'hectare, soit 13% de moins que l'an passé », estime Jean-François Loiseau. On est loin du rendement français moyen des dernières années (75 quintaux), et encore plus loin du record de 2019 : 79 quintaux à l'hectare.

C'est que l'eau charrie nombre de difficultés. « D'abord, il y a eu des retards dans les semis, explique Jean-François Loiseau. Ils se sont étirés jusqu'à fin novembre et même jusqu'à mi-décembre dans certaines régions. Parfois, il a fallu carrément y renoncer et substituer au blé des cultures de printemps, car il a été impossible d'entrer dans les champs gorgés d'eau jusqu'en janvier et février. » Parfois, aussi, les cultures n'ont pas levé, ou la fécondation a été handicapée par la pluie. Il a fallu semer autre chose. De l'orge de printemps, par exemple.

Pas étonnant que la sole de blé française soit en baisse. Au 1er février 2024, les surfaces de blé tendre d'hiver étaient estimées à 4,36 millions d'hectares pour la récolte 2024, soit une baisse de 7,7% par rapport à 2023 et de 7,5% par rapport à la moyenne 2019-2023. « Dans certaines zones des Pays-de-Loire, explique pose Jean-François Loiseau, c'est 80% des surfaces en moins ». Avec cela, et pour ce qui n'est encore qu'une estimation, la récolte française en volume sera basse. Entre 30 et 32 millions de tonnes selon les experts. C'était 35,1 millions de tonnes l'an passé, selon FranceAgriMer.

Trésorerie. Le retrait de très bonnes terres (comme dans le Nord) explique une partie de la baisse des rendements moyens à l'hectare. Mais ce n'est pas la seule explication. « Il a été très difficile pour les agriculteurs de maîtriser les adventices [NDLR : les « mauvaises herbes »], qui font de la concurrence au blé. Nous avons moins de solutions phytosanitaires qu'avant et, en plus, nos interventions n'ont pas pu être faites correctement. Parfois, elles ont été lessivées par la pluie et nous ne pouvions plus refaire, parfois, on n'a pas pu traiter du tout, explique Jean-François Loiseau. Cela ne pose pas seulement un problème de rendement. Il y a aussi un problème sanitaire. Les bords des champs sont sales, plein de plantes invasives, certaines récoltes contaminées par des graminées qui les rendent impropres à la consommation. Dans certaines régions, la seule solution a été d'ensiler et la récolte finira au méthaniseur. »

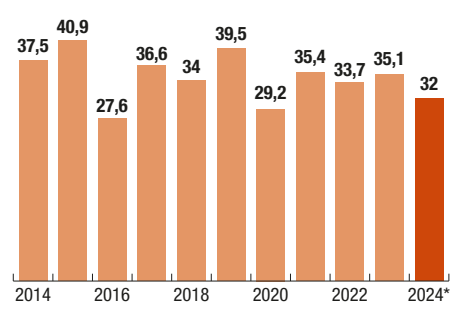
Les maladies du végétal ont aussi été favorisées par l'humidité et le temps doux. Rouille, septoriose ont attaqué le blé. « Là encore, faute de traitement, on a dans certaines régions des grains impropres à la consommation. » Le reste de la récolte devrait cependant être de bonnes qualités avec, selon Jean-François Loiseau, un taux de protéines moyen de 11,6%. « La norme attendue par les clients du bassin méditerranéen, que nous pourrons donc servir selon leurs critères. »

Pour les autres récoltes, de grandes cultures, ce ne sera pas folichon non plus. Selon Jean-François Loiseau, les rendements des orges d'hiver, dont la récolte est en cours, sont inférieurs à la normale. Pour le colza, les résultats ne sont pas satisfaisants. Reste le maïs, qui n'est récolté qu'à l'automne, et qui lui, pourrait tirer des bénéfices d'un été pluvieux. Jean-François Loiseau alerte : « cette année compliquée sous tous les aspects va poser des problèmes de trésorerie aux exploitations agricoles, qui non seulement sont victimes d'effets de ciseaux avec des prix d'engrais hauts et des cours en baisse, mais ont dû faire face à des dépenses imprévues de semences et de carburant. Des terres détrempées, cela fait exploser les consommations des machines agricoles. »

@emma_ducros

La récolte de blé tendre en France

En millions de tonnes



*Estimation entre 30 et 32 millions de tonnes

SOURCE : AGRITEL ET AGRESTE

Le sort d'Antoine Pellion, directement rattaché au Premier ministre, Gabriel Attal, est aujourd'hui très incertain

La planification écologique, deux p'tits tours et puis s'en va

Sur le fil

Le Secrétariat général à la planification écologique (SGPE) a fêté le 7 juillet son **deuxième anniversaire**.

Irène Inchauspé

ANTOINE PELLION A JUGÉ BON, le 5 juillet, de faire une vidéo sur le site « Vie Publique » dans laquelle il rappelle à quoi sert la planification écologique, quels sont ses premiers résultats et les efforts à faire pour maintenir le cap. Nommé à la tête du Secrétariat général à la planification écologique (SGPE), créé en juillet 2022, ce pur produit de ce que fût la macronie, doit sentir le vent du boulet. « Si c'est le RN qui gouverne, ils ne s'embarrasseront pas d'une telle structure, assure Géraud Guibert, président de la Fabrique Ecologique. L'attaque ne sera pas forcément frontale, car trop symbolique, il suffira de couper les crédits progressivement ».

Le grand public dont cette « éminence verte » n'est pas connue, ne devrait pas trop s'émouvoir de cette éviction, si elle devait avoir lieu. Homme de l'ombre, rattaché directement à Elisabeth Borne, puis à Gabriel Attal, il a pourtant abattu avec ses équipes un travail colossal pour mettre en équation des trajectoires concrètes qui devraient nous permettre de réduire nos émissions de carbone de 190 millions de tonnes d'ici à 2030. « Ce qui suppose d'aller deux fois et demie plus vite dans les cinq années à venir que ce qui a été fait entre 1990 et aujourd'hui », rappelle Antoine Pellion dans sa vidéo.

Trajectoire. Un an après la création du SGPE, en juillet 2023, il rendait public ses tableaux « Mondrian », en l'honneur du peintre néerlandais maître de l'abstraction, permettant de répartir les efforts de décarbonation entre les différents secteurs et acteurs. Pour quels résultats ?

Dans ce qui sera peut-être sa dernière vidéo en tant que Secrétaire général à la planification écologique, Antoine Pellion rappelle que les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont baissé de 5,8% l'année dernière. « On est sur le bon rythme, les efforts engagés payent, il faut les maintenir et pour cela continuer la mobilisation » martèle-t-il. Il ne peut s'attribuer ce bon résultat à lui tout seul, mais, après tout, il est lui aussi en campagne. Et la mobilisation qu'il a su orchestrer sur ce sujet explique sans doute une partie de la réduction des GES observée. « Je souhaite que le SGPE perdure, il est très utile. Fixer une trajectoire, c'est bien, mais ce que l'on n'a pas vu jusqu'ici, ce sont les éventuelles déviations de la route tracée par secteur, et les mesures prises pour les corriger », souligne Géraud Guibert qui estime que, même si ce n'est pas le RN qui gagne, la question de l'efficacité de la planification écologique sera posée par d'autres. Malgré l'existence de cette structure, aucune loi de programmation énergétique n'a vu le jour et la crise agricole a accentué un « backlash » écologique existant depuis l'éclatement de la colère des Gilets Jaunes.

Que se passerait-il si le SPGE disparaissait ou devenait une coquille vide ? Antoine Pellion a bien pris soin de travailler le « local ». En septembre 2023 a ainsi été annoncée la territorialisation de la planification et le lancement de COP régionales, pilotées par les préfets de région. Aujourd'hui, la majorité de ces COP a été lancée. Les collectivités locales pourraient donc prendre le relais si jamais « l'organe central » disparaissait. Un peu à l'image de ce qu'il s'est produit à l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche, fin 2016, un an après l'adoption de l'accord de Paris. Beaucoup de choses se sont alors faites en réaction, sans intervention ou aide de l'Etat. Que ses travaux et modélisations permettent aux collectivités locales et aux entreprises de se débrouiller sans le SGPE serait, pour Antoine Pellion, une belle consolation.

@iinchauspe

Pro-nucléaire, pro-business, déterminé à réduire l'immigration et à renforcer la police de proximité, le nouveau Premier ministre britannique tient plus du centriste que du travailliste de gauche

Royaume-Uni : Keir Starmer n'a rien d'un socialiste à la française

Faux-ami

Le travailliste Keir Starmer a été chargé par le roi Charles III de former un nouvel exécutif. Angela Rayner, numéro deux du gouvernement, a été nommée vice-Première ministre en charge du logement. L'ancienne économiste de la Banque d'Angleterre Rachel Reeves devient ministre des Finances, la première femme à occuper ce poste. David Lammy prend le poste de ministre des Affaires étrangères.

Chloé Goudenhooft (à Londres)

LA VICTOIRE DE KEIR STARMER aux législatives britanniques fait visiblement plus d'un envieux au sein du Nouveau Front populaire. Olivier Faure, le Premier secrétaire du Parti socialiste, a même félicité le chef des travaillistes, pianotant sur le réseau social X (ex-Twitter) : « God save the Left ! » Mais du fait du système électoral britannique, qui offre un siège au premier parti à obtenir la majorité, la victoire du Labour est à relativiser. Si le parti obtient bien une majorité absolue avec 412 sièges, sa part de vote n'est en fait que de 34%. En 2019, marquée par une des pires défaites du parti en termes de sièges, cette part était à peine inférieure (32,1%). En 2017, alors même que Jeremy Corbyn avait perdu, celle-ci était même supérieure (40%). En d'autres termes, l'électorat britannique a surtout cherché à punir le Parti conservateur plutôt qu'à donner un blanc-seing au chef du Labour.

Keir Starmer s'est d'ailleurs aliéné certains des électeurs les plus à gauche du parti, ce qu'illustre la réélection de Jeremy Corbyn dans sa circonscription. L'ancien leader a obtenu 24 120 voix en tant que candidat indépendant contre 16 873 pour le représentant du Labour. Les travaillistes ont également pu perdre des électeurs à la gauche du parti à la faveur des verts. Ce travail de recentrage est toutefois aussi ce qui a convaincu les conservateurs du centre de se tourner vers lui. Ce qui le différencie nettement d'un Olivier Faure et ses amis du NFP.

De fait, Keir Starmer n'a rien d'un socialiste au sens européen. « C'est plutôt un modéré de centre gauche », précise Karl Pike, maître de conférences en politiques publiques à l'Université Queen Mary. Le politologue estime qu'en ce sens, le chef des travaillistes s'inscrit dans la tradition du socialisme britannique. « Le Labour n'a jamais été friand de débats et d'arguments théoriques abstraits. Il n'a pas non plus été fondé par ceux qui étaient engagés dans une sorte de doctrine principalement marxiste, ce qui est le cas de la plupart des partis européens. Le socialisme britannique a toujours été pratique. »

Ce pragmatisme s'est traduit par la transformation opérée par le chef du Labour pour unir un parti divisé en 2019. La « purge » entraînée par ce resserrage des rangs a coûté cher à la gauche du parti, à l'image du sacrifice symbolique de Jeremy Corbyn. La nomination de Rachel Reeves, une économiste qui a travaillé à la Banque d'Angleterre ainsi que dans le secteur privé, a contribué à réorienter le parti vers le centre de la gauche.

Sécurité énergétique. La stabilité est au cœur de son programme économique, qu'elle appelle « securonomics », via notamment la volonté assumée d'établir une relation partenariale entre les milieux d'affaires et le gouvernement. Comment ? Par la responsabilité fiscale. Le Labour a promis de ne pas augmenter les impôts sur le revenu, la TVA ou l'équivalent des cotisations sociales. Le parti a toutefois indiqué vouloir mettre fin aux avantages fiscaux accordés aux écoles privées ou aux non-résidents fiscaux vivant au Royaume-Uni, ou encore d'introduire une taxe sur les bénéfices du secteur de l'énergie, qui serait plus conséquente que celle mise en avant par les Tories.

SIPA PRESS

Le Parti travailliste de **Keir Starmer** a obtenu la majorité absolue à la chambre des Communes britannique.

Sur le nucléaire aussi – tout le contraire des socialistes français –, Keir Starmer s'ancre dans la tradition de pragmatisme travailliste. Il s'est dit en faveur de la dissuasion ainsi qu'au maintien et au développement de centrales et de petits réacteurs modulaires. « Cette position ne l'empêche pas d'être très ambitieux sur le développement du renouvelable », précise Karl Pike. Mais le maintien du nucléaire est une question de sécurité énergétique pour le nouveau Premier ministre.

L'argument de la sécurité est également au centre des mesures promises sur le front de l'immigration et de la question des traversées illégales de la Manche par des migrants en situation irrégulière. Pas question, ainsi, d'augmenter les accès de demande d'asile. Une fermeté partagée d'ailleurs par le parti des verts britanniques. Keir Starmer propose « un nouveau commandement de la sécurité des frontières », qui consiste à déployer davantage de policiers et d'enquêteurs pour démanteler les réseaux de passeurs.

En revanche, Keir Starmer reste proche des mouvements syndicaux, ce qui est la ligne traditionnelle du Labour. « Il va devoir s'en tenir à ce qu'Angela Rayner, qui sera vice-Première ministre, s'est engagée à faire, à savoir un bouleversement considérable en termes de droits des travailleurs, estime Karl Pike. Une fois au pouvoir, le gouvernement qu'il dirigera va potentiellement accroître le rôle de l'Etat dans l'économie, faire en sorte que celui-ci investisse plus dans les infrastructures de la Grande-Bretagne et augmenter les dépenses publiques. » Le pari de Rachel Reeves est d'y parvenir grâce à une hausse de la croissance… Sur ce point, les travaillistes sont attendus au tournant.

Pour arriver à ses fins le Labour ne sera pas à l'abri de iraillements en interne entre les gardiens de la tradition socialiste britannique et la tendance plus centriste incarnée par Rachel Reeves. Le succès de Keir Starmer dépendra de la façon d'équilibrer les deux et de l'obtention de résultats tangibles, condition sina qua non pour conserver la confiance des milieux d'affaires qui, comme la majorité des Britanniques, l'ont soutenu.

@chloegouden

Nigel Farage et l'extrême droite, les autres vainqueurs des élections britanniques

CINQ DÉPUTÉS REFORM UK, le parti anti-immigration de Nigel Farage, ont réussi à entrer au sein de la chambre des Communes à l'issue des élections législatives. C'est une première pour un parti d'extrême droite outre-Manche. Depuis la création de Ukip (parti pour l'indépendance britannique) en 1993 par le même Nigel Farage, seul un député des différents partis du camp des Brexiter avait réussi à se faire élire au niveau national, à Clacton, dans l'est de l'Angleterre.

Au final, après sept tentatives dans d'autres circonscriptions, Nigel Farage lui-même est parvenu à remporter le siège de Clacton, dans une région où le vote pour le Brexit l'avait emporté (70%) en 2016. Richard Tice, le président du parti, s'est aussi fait élire dans une autre circonscription très pro-Brexit, au nord-est de l'Angleterre. Dans certaines régions favorables au Leave, le parti a réussi à se placer à la seconde place, devant les Tories, comme à Blyth and Ashington, toujours dans le Nord-Est. Le Labour y a gagné avec 50% des suffrages, contre 27% pour Reform et 15% pour les conservateurs. Cette ancienne terre minière, qui fait partie des Red Wall, avait élu un député conservateur pour la première fois en 2019, en soutien au plan de Brexit de Boris Johnson.

En revanche, à l'échelle nationale, le parti a obtenu 14% de part des voix, ce qui reste bien moins que les conservateurs (24%). Nigel Farage essaie maintenant de professionnaliser son parti créé en 2019 sous le nom de Brexit Party et renommé Reform UK en 2021. « L'establishment politique est effrayé par ce qui s'est passé [le soir] des élections », a-t-il proclamé lors d'un événement post-élections le 5 juillet. Son objectif est d'en faire la voix de l'opposition en lieu et place des conservateurs.

Fantaisiste. Mais si le leader du parti est sans doute un bon communicant et un expert des réseaux sociaux, ça ne fait pas de lui un modèle de sérieux pour autant. Reform UK propose des réductions d'impôt, notamment par la hausse du plafond fiscal. C'était un argument fort de sa campagne. Une mesure qui coûterait la bagatelle de 90 milliards de livres par an, selon une analyse de l'Institute for Fiscal Studies (ISF). Une somme à laquelle s'ajoutent des promesses d'augmentations des dépenses de 50 milliards de livres, notamment pour le NHS, le service national de santé. Farage mettait en avant que ces mesures auraient été financées par des réductions de dépenses de 150 milliards de livres par an, notamment en réduisant de moitié l'aide publique au développement ou en faisant des économies de fonctionnement dans les services publics.

« Reform UK n'est pas réaliste, mais le problème, c'est que cela n'a pas vraiment d'importance »

Mais selon l'ISF, les calculs du programme de Reform UK sont fantaisistes. « Les réductions de dépenses permettraient d'économiser moins que prévu et les réductions d'impôts coûteraient plus cher qu'anticipé, de l'ordre de dizaines de milliards de livres par an, explique le document. Quant aux augmentations de dépenses, elles coûteraient aussi plus cher que prévu si elles devaient atteindre leurs objectifs. »

Les propositions du parti manquent aussi de substance. Autre argument électoral de Reform UK, le gel de « l'immigration non-essentielle », qui paraissait lui aussi peu réaliste : le parti se faisait fort d'expulser immédiatement les étrangers en situation irrégulière sans expliquer quels accords lui auraient permis de concrétiser cette volonté. Même mystère en ce qui concernait l'engagement d'augmenter de 20% les cotisations sociales payées par les entreprises qui recrutent des étrangers.

« Le parti de Nigel Farage n'est pas réaliste, mais le problème, c'est que cela n'a pas vraiment d'importance, souligne Karl Pike, professeur en politiques publiques à l'Université Queen Mary de Londres. Les personnalités populistes ne sont pas soumises aux mêmes normes de responsabilité que les autres hommes et femmes politiques et sur ce point il y a un parallèle à faire avec la France. » Mais avec la prise de poste des nouveaux députés Reform UK, le chercheur estime que cette tendance pourrait changer.

C.G.

L'Inde et la Russie veulent encore développer le commerce florissant entre les deux pays

A Moscou, Modi envoie un message à la Chine

Tactique

Au lendemain de la visite officielle du Premier ministre indien en Russie, s'ouvre, à Washington, le sommet de l'Otan où il sera beaucoup question de l'Ukraine. Dès lors, **le moment choisi pour le déplacement de Narendra Modi suscite des réactions négatives dans de nombreuses chancelleries**. Car le message envoyé par le sommet Modi-Poutine est que la Russie n'est pas isolée.

Claude Leblanc

APRÈS AVOIR BOUDÉ le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai à Astana, au Kazakhstan, où se sont rendus Xi Jinping et Vladimir Poutine, le Premier ministre indien entame, ce lundi, une visite officielle de deux jours à Moscou pour y tenir le 22e sommet annuel Inde-Russie. Narendra Modi y rencontrera le président russe pour discuter du « développement des relations traditionnellement amicales entre la Russie et l'Inde, ainsi que des questions internationales et régionales urgentes », a indiqué le ministère des Affaires étrangères indien. « Les dirigeants passeront en revue l'ensemble des relations multiformes entre les deux pays et échangeront leurs points de vue sur les questions régionales et mondiales contemporaines d'intérêt mutuel », a-t-il ajouté.

Il s'agit de sa première visite bilatérale depuis qu'il a été reconduit à la tête du gouvernement indien pour un troisième mandat début juin, après son voyage en Italie pour participer au sommet du G7. Il s'agit également de sa première visite en Russie depuis 2019, et de la première depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022.

Intérêt stratégique. Au programme de cette visite, le développement de mécanismes permettant un transfert d'argent rapide entre les deux pays devrait figurer en bonne place. Il s'agit de remédier aux problèmes de paiement qui demeurent depuis l'exclusion de la Russie du système bancaire Swift, le principal canal pour les transactions bancaires transfrontalières. Même si 60% des échanges commerciaux entre l'Inde et la Russie se font déjà en monnaies nationales, l'accroissement du commerce bilatéral, qui a atteint 65,7 milliards de dollars au cours de l'année fiscale 2023-2024 qui s'est achevé en mars, soit une augmentation de 33%, les incite à trouver des solutions d'autant que leur objectif est de le renforcer grâce à un traité bilatéral d'investissement et un accord de libre-échange avec l'Union économique eurasienne dirigée par Moscou.

En plus de discuter des moyens d'équilibrer ces échanges, qui sont actuellement déséquilibrés en faveur de la Russie, Narendra Modi et Vladimir Poutine évoqueront l'intervention russe en Ukraine, que New Delhi n'a pas condamnée tout en appelant à un règlement pacifique par la voie du dialogue et de la diplomatie. Pour les Indiens, le lien avec Moscou est très important dans la mesure où il permet de contrebalancer en partie les relations difficiles avec Pékin.

A la veille du départ du Premier ministre pour la Russie, la presse indienne a publié des images satellites montrant que les Chinois construisent des bunkers souterrains pour stocker des armes et du carburant, ainsi que des abris renforcés pour les véhicules blindés dans une base clé proche du lac Pangong, dans l'est du Ladakh. Depuis les incidents de 2020 dans la région, les tensions restent vives entre l'Inde et la Chine.

Il est donc essentiel pour Narendra Modi d'entretenir de bons rapports avec la Russie alors que Vladimir Poutine a estimé que ses liens avec la Chine sont entrés dans « une période dorée » fondée sur « les principes d'égalité et de bénéfice mutuel », comme il l'a déclaré, mercredi, à Xi Jinping lors de leur rencontre à Astana. Pour Modi, même si sa visite en Russie fait grincer des dents en Occident, il s'agit avant tout de défendre l'intérêt stratégique de l'Inde et d'envoyer un message à Pékin.

@Japonline

La fabrique de l'*O*pinion

L'invité du 8 Bellini

Michel Duclos

« A l'étranger, on anticipe le risque d'un pouvoir français paralysé par les divisions entre l'Elysée et un gouvernement d'opposition »

Ancien ambassadeur, conseiller spécial géopolitique et diplomatie à l'Institut Montaigne, Michel Duclos est l'auteur d'une récente note intitulée : « Législatives : quelle politique étrangère après le 7 juillet ? », dont il présente ici les principaux points.

La situation politique intérieure affaiblit-elle l'influence de la France dans le monde ?

Pour l'instant, ce sont les anticipations qui nous affaiblissent. Nos partenaires anticipent le risque d'un pouvoir français paralysé par les divisions entre l'Elysée et un éventuel gouvernement d'opposition ou un risque d'instabilité. Quant aux marchés, ils anticipent le risque d'une crise financière, déjà en germe mais qui serait précipitée par le programme économique des oppositions. On le voit à l'écart grandissant du spread [l'écart entre les taux auxquels l'Allemagne et la France empruntent sur les marchés] et à la montée de nos propres taux. C'est d'autant plus frappant que sans la dissolution en France, c'est le Chancelier Scholz qui aurait été affaibli par ses résultats électoraux aux européennes, avec la montée de l'AfD d'extrême droite. Cependant, sur le plan politique, la jurisprudence du « domaine réservé », selon lequel le Président en France est maître de la politique étrangère et de défense, atténue, pour le moment, la prise de conscience par nos partenaires de nos difficultés à venir.

Comme diplomate, vous avez connu des périodes précédentes de cohabitation. Justement, malgré ce « domaine réservé » du président de la République, peut-on imaginer qu'il doive céder sa place au Premier ministre pour représenter la France au Conseil européen ou au G7, par exemple ?

Depuis le traité de Lisbonne en 2007, les Etats membres ne peuvent être représentés au Conseil européen que par un seul dirigeant - pour la France, c'est le président de la République. Comme au G7, le Premier ministre n'aurait que des coups à prendre à contester la présence du Président. Dans les deux cas, cependant, le gouvernement peut priver la parole présidentielle de tout effet si les ministres ne déclinent pas en décisions concrètes, par exemple dans les conseils des ministres de l'UE, les positions prises par le Président dans les sommets. La vraie question est donc de savoir quelle sera la stratégie de Marine Le Pen, si le RN est en mesure de diriger un éventuel gouvernement. Elle peut se couler dans les précédents, accepter le leadership consacré du Président en matière de politique étrangère et de défense, d'abord par ce que ce ne serait pas son intérêt d'affaiblir ce dernier puisqu'elle aspire elle-même à occuper ce poste un jour ; ensuite, parce qu'il n'est pas certain que l'opinion française la suivrait si elle décidait d'aller au clash avec le chef de l'Etat. La stratégie alternative serait, pour le RN, de contester le rôle du Président dans ces domaines, voire de le pousser à la démission, en suivant l'injonction « se soumettre ou se démettre ». Ce serait risqué mais Marine le Pen peut craindre, si elle joue le jeu traditionnel de la cohabitation, de porter le blâme d'une crise financière notamment ; de manière générale, elle connaît suffisamment les précédents pour craindre que le piège se referme également sur elle comme il s'était retourné contre Jacques Chirac en 1988 et contre Lionel Jospin en 2002. Le fait qu'elle ne sera pas elle-même à Matignon ne la protégera que partiellement. Mon souhait, comme citoyen, c'est bien sûr que les deux branches de l'exécutif aient la sagesse de s'entendre, et de s'entendre sur la ligne du Président, comme ce fut le cas dans les précédentes cohabitations, pour ne pas dégrader la position de la France dans le monde. Ce sera très important, en particulier dans les affaires européennes et sur l'Ukraine. Tout cafouillage serait un très mauvais signal. Dans les cohabitations que j'ai connues, il y avait compétition sur la paternité des initiatives, sur les rôles respectifs, rarement sur le fond des dossiers. Les deux branches de l'exécutif partageaient les mêmes options de politique étrangère. L'Elysée et Matignon ont collaboré parfaitement par exemple sur le sommet européen de Nice, en 2000, qui comportait des enjeux importants de réorganisation de l'UE en phase d'élargissement. S'agissant du RN, il part d'un logiciel très différent, en réalité anti-UE et pro-russe. Saurait-il s'amender ? Jusqu'où irait le « recentrage » qu'il a amorcé ? La question reste ouverte.

« Dans les cohabitations que j'ai connues, il y avait compétition sur la paternité des initiatives, sur les rôles respectifs, rarement sur le fond des dossiers. Les deux branches de l'exécutif partageaient les mêmes options de politique étrangère »

DR

Dans votre récent livre, vous évoquez une « recomposition du monde » et un « durcissement des rapports de force ». Quels sont les risques pour une France affaiblie ?

La guerre fait rage en Europe. Quel que soit le résultat des élections présidentielles américaines, les Etats-Unis vont moins soutenir l'Ukraine et durcir encore leur politique à l'égard de la Chine. Ils vont donc davantage encore s'efforcer de réunir autour d'eux leurs alliés européens et asiatiques. Le Royaume-Uni, avec un nouveau gouvernement plus « classique », va redevenir un interlocuteur pour Washington. Si la France et l'Allemagne ne sont pas au rendez-vous de ce grand réaménagement des rapports de force, il va se faire sans nous. Plus isolés, nous serons aussi plus vulnérables aux appétits chinois et russes. Imaginons le scénario du pire : si Trump l'emporte et qu'il réussit sa jonction avec Poutine, on pourrait aller vers un Congrès de Vienne 2.0 avec la Russie, la Chine, l'Amérique et peut-être l'Inde constituant un directoire du monde, les vieilles puissances européennes perdant pied et jouant alors le rôle second dévolu aux principautés allemandes et italiennes à Vienne en 1815.

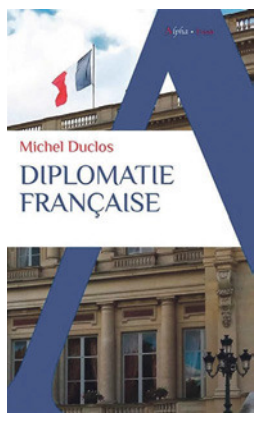
Croyez-vous toujours en la perspective d'une Europe forte ?

Oui, mais la tâche est rude. L'Europe devra faire face à une agressivité russe durable, si Moscou devait l'emporter en Ukraine, certes, mais aussi si la Russie finissait par reculer. Dans ce dernier cas, elle voudra se venger. L'Europe doit également répondre au décalage croissant entre ses performances économiques et celles de l'Amérique. De ce point de vue, c'est tout un modèle économique qui est à réinventer ,comme le proposent les rapports rendus à Bruxelles par Mario Draghi et Enrico Letta. Enfin, une Europe forte c'est aussi une Europe qui répond suffisamment au trouble de ses opinions pour contrer le populisme, une Europe qui a un message crédible vis-à-vis des puissances du Sud, de l'Afrique, du Proche-Orient… Peut-être le salut viendra-t-il de l'ampleur des périls.

Imaginons, en France, la victoire électorale des oppositions RN ou NFP. Quels seraient, sur la politique étrangère, les « tests d'une cohabitation » avec le président Macron ?

Le test le plus important c'est la politique européenne. Le Nouveau front populaire paraît divisé sur le sujet. Le RN est passé du « Frexit » (la sortie de l'UE) à un « Frexit rampant » - notamment avec son objectif de baisser notre contribution à l'UE et avec l'établissement d'une « double frontière » contraire à Schengen. Le RN veut aussi renationaliser le plus possible notre politique de défense. Tout cela au moment où, affaiblis sur le plan économique et financier, nous aurons d'autant plus besoin d'Europe. Par ailleurs, la France sera-t-elle là pour soutenir les propositions de Draghi et de Letta, capitales pour l'avenir de l'Europe ? C'est un enjeu absolument vital. Un second test réside bien sûr dans la relation avec la Russie et la question ukrainienne. Si Trump revient, il voudra au minimum geler la situation en Ukraine et négocier avec Moscou. Je pense que cela ne marchera pas, mais, pendant quelque temps, l'Ukraine sera en grand danger. Il est vital qu'à ce moment-là, l'Europe soit prête à soutenir à fond les forces armées ukrainiennes, ce qui doit passer par des décisions maintenant, dans les semaines à venir, pas une fois que Trump arrivera à la Maison Blanche. Avec les partis d'opposition en France au moins ambigus sur le sujet, nous risquons de passer à côté du rendez-vous de l'Histoire. Troisième test : le Proche-Orient. C'est peut-être moins net, car, hélas, les puissances européennes ne jouent plus un rôle majeur. Il serait important cependant que Londres et Paris reconnaissent bientôt un Etat palestinien (avec Washington ?) et que les Européens participent aux arrangements pour relever la Palestine de ses ruines. Sans parler du Liban sur lequel pèse pour l'instant une menace terrible. Enfin, dans un ordre d'idée différent, il me semble essentiel que Paris réfléchisse sans relâche aux voies et moyens d'une relance de la relation franco-allemande. Nous ne devons pas nous résigner à l'impasse actuelle. Or, manifestement, c'est absent des propositions des oppositions.

Interview Jean-Dominique Merchet
@jdomerchet



Analyste géopolitique

Michel Duclos a publié en avril dernier *Diplomatie française* (Editions Alpha), un ouvrage dans lequel il pointe le risque de voir la France perdre pied dans les mutations du système international.

Seine colère
Le CIO face à la zizanie française

La chronique de Jean-Michel Salvator

En décidant de dissoudre l'Assemblée, Emmanuel Macron misait-il sur un effet JO qui pousserait les électeurs à un choix rassembleur délaissant les extrêmes ? A-t-il espéré que les Français sauraient « se tenir » devant le monde entier, réuni pour un événement qui n'arrive qu'une fois par siècle ? A-t-il compté sur une campagne éclair pour que les deux gauches irréconciliables n'aient pas le temps de se rabibocher et que Jordan Bardella soit pris au dépourvu ? Si de tels calculs ont pesé dans la décision présidentielle, rien ne s'est passé comme prévu.

A la place, nous avons une crise politique qui menace de se transformer en crise de régime. Au point de créer l'inquiétude du Comité international olympique. Le spectre d'une « guerre civile » en cas de victoire du RN a ébranlé les esprits. Des rumeurs, vite démenties, prêtaient à Thomas Bach, le président du CIO, l'intention de se donner jusqu'à mi-juillet pour annuler ou reporter les Jeux. L'idée l'a peut-être effleuré. Comment s'en offusquer ? Ce qui est officiel en revanche, c'est qu'il a voulu se donner du temps pour entériner la candidature des Alpes françaises aux Jeux d'hiver de 2030. Attendue le 12 juin, la décision a été reportée au 24 juillet.

Gâchis. On peut espérer que ces JO 2024 se dérouleront bien. Mais qui sera dans la tribune officielle aux côtés d'Emmanuel Macron et d'Anne Hidalgo ? Jordan Bardella porté par une majorité absolue, Gabriel Attal reconduit pour expédier les affaires courantes, un nouveau Premier ministre chargé de constituer un gouvernement de coalition ? Sur le terrain, l'organisation paraît solide. Tony Estanguet a mis tout le monde d'accord. La France, qui a montré un certain savoir-faire dans ce domaine (cérémonies du bicentenaire en 1989, Mondial de foot en 1998 ou Coupe du monde de rugby en 2023) est au rendez-vous. Pour Paris 2024, Les chantiers sont terminés à temps, les nouvelles lignes de transports inaugurées, les tribunes provisoires dans Paris très avancées. En dehors de la propreté de la Seine qui tourne à la farce, tout semble nominal. La fête aura bien lieu à partir du 26 juillet !

En revanche, notre calendrier politique aura occulté et donc gâché les préparatifs et le parcours de la flamme. Ce qui aurait pu être une magnifique occasion d'unité nationale porteuse de valeurs positives a été escamoté. C'était l'occasion d'afficher notre fierté d'organiser un tel événement dans des écrins comme ceux de Paris, Versailles ou Papeete. C'était aussi l'opportunité de célébrer le génie français incarné par Pierre de Coubertin, l'inventeur des JO des temps modernes. Tout avait d'ailleurs bien commencé, avec l'arrivée majestueuse de cette flamme à Marseille. C'était le 8 mai, « Fête de la Victoire » pour notre pays. Heureux présage ? La ferveur populaire était au rendez-vous. Las ! Avec la dissolution, tout cela est passé quasi inaperçu. On rêvait d'un *Tour de Gaule* digne d'Asterix avant *Le domaine des Dieux* de l'Olympe. On a eu à la place *La Zizanie* et *Le combat des chefs*.

l'Opinion **BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU** - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb.
Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne.
SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €.
IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko
Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h50
pour sa chronique Voyage en absurdie
Europe 1
© CAPA Pictures / Europe 1

THE WALL STREET JOURNAL.
& l'Opinion
DOW JONES 8 juillet 2024 NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

Convaincre Joe Biden de continuer ou d'abandonner, le dilemme de la First Lady

Jill Biden a toujours été prête à faire ce qu'elle considérait comme ce qu'il y avait de mieux pour son époux. En général, c'est se battre. Joe Biden a essuyé un certain nombre de tempêtes, mais il s'en est toujours sorti grâce au soutien sans faille de sa femme.

Mais aujourd'hui, la question à laquelle la Première dame doit répondre est d'une tout autre dimension : que faire quand l'homme qu'elle aime décline sous le regard de l'Amérique et qu'il se bat contre le pire ennemi qu'il ait jamais dû affronter, c'est-à-dire le temps qui passe ?

A 73 ans et après près d'un demi-siècle aux côtés de M. Biden, l'ex-professeure a affiché son soutien sans jamais vaciller. Ni en 1987, quand des accusations de plagiat ont miné la première campagne présidentielle du démocrate. Ni en 2008, quand sa tentative a de nouveau échoué et qu'il a jeté l'éponge après la primaire de l'Iowa. Ni en 2020, quand les premières primaires lui ont été défavorables et que le camp démocrate s'est mis en quête d'un remplaçant.

Après le débat catastrophique de la semaine dernière face à Donald Trump, une fois encore, Mme Biden est montée au créneau. Pour elle, la contre-performance de son époux n'est qu'un passage à vide, pas plus : « On ne laissera pas 90 minutes résumer tes quatre années à la présidence ».

« Elle s'est toujours battue pour lui, affirme Anita McBride, qui était directrice de cabinet de Laura Bush quand celle-ci était Première dame. Pour moi, ce qui l'inquiète le plus, c'est que, la seule chose qu'on retienne de son mari, c'est qu'après toutes ces années, il a baissé les bras après un débat raté. »

SIPA PRESS

Jill Biden, 73 ans, soutient de manière indéfectible son époux depuis qu'ils se sont rencontrés, il y a près d'un demi-siècle.

Le couple Biden a l'habitude de faire front commun contre le reste du monde. Mais cette solidarité passe de moins en moins bien chez des démocrates qui sont de plus en plus nombreux à appeler le président à ne pas se représenter parce qu'il court un risque non négligeable de perdre face à M. Trump. M. Biden n'en démordant pas et voulant continuer, certains se disent que son épouse est peut-être la seule personne capable de le convaincre de renoncer à une deuxième course à la Maison Blanche.

Pour Elizabeth Alexander, directrice de la communication de la First Lady, Mme Biden épaule son mari, mais ne lui sert pas de conseiller politique. « Comme tous les couples, ils prennent ensemble les décisions qui influencent leur avenir commun, c'est absolument évident, mais elle m'a aussi dit un nombre incalculable de fois que la politique, ce n'était pas son domaine. Elle soutient sa carrière et il soutient la sienne, c'est tout. »

Et d'ajouter : « Toutes les Premières dames – et peut-être toutes

Lire FIRST LADY en page II

La Chine et la Russie, meilleurs ennemis en Asie centrale

TACHKENT, Ouzbékistan – Lorsque Vladimir Poutine est venu à Tachkent, capitale située en plein désert, dans le cadre d'une récente offensive de charme en Asie, les autorités locales ont orné les boulevards d'affiches représentant le visage du dirigeant russe. Un hommage prévisible pour cette ancienne république soviétique où Moscou exerce toujours une grande influence.

Cependant, ces portraits masquent un changement qui a des conséquences funestes pour le rayonnement de Moscou sur la scène internationale. De plus en plus de voitures de marques chinoises telles que BYD et Geely circulent dans les rues ouzbèkes, tandis que le nombre de Lada russes diminue.

SIPA PRESS

Un soldat de la garde d'honneur ouzbèke accueille Vladimir Poutine lors de sa visite à Tachkent, en mai.

Les relations entre la Chine et la Russie n'ont jamais été aussi solides, les deux puissances autoritaires s'étant unies pour faire face à ce qu'elles considèrent comme une campagne occidentale visant à les contenir l'une et l'autre.

Mercredi, lors de leur rencontre au Kazakhstan, à la veille d'un sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), un bloc politique et sécuritaire régional, M. Poutine et le dirigeant chinois Xi Jinping se sont tous deux félicités de l'état de leurs relations bilatérales. Celles-ci ne sont « dirigées contre personne », a affirmé M. Poutine, selon le communiqué du Kremlin. De son côté, l'agence de presse chinoise Xinhua a relayé les propos de M. Xi, qui a déclaré que les deux parties devaient préserver « la valeur exceptionnelle des relations entre la Chine et la Russie », compte tenu de ce qu'il a appelé un « contexte international marqué par des turbulences ».

Mais en Asie centrale, que Moscou considère comme son arrière-cour, l'amitié que les deux pays décrivent comme « sans limites » se heurte aux ambitions mondiales de Pékin.

La Chine a profité de l'invasion de l'Ukraine pour se frayer un chemin dans les sphères d'influence traditionnelles de la Russie. En Asie centrale, comme dans l'Arctique, la dépendance de Moscou à l'égard de Pékin pour soutenir son effort de guerre la contraint de se résigner devant ces incursions.

Dans cette région à la situation géographique stratégique, Pékin attire les économies locales dans

Lire ASIE en page II

Les lignes électriques sous-marines ouvrent une nouvelle ère

L'ère de l'importation d'énergie depuis des terres lointaines est arrivée.

Un grandiose projet de câbles sous-marins de 3 800 kilomètres de long envisage de relier d'immenses parcs solaires et éoliens marocains avec le Royaume-Uni pour lui fournir un approvisionnement fiable en électricité afin de répondre à la flambée prévue de la demande.

Pour Simon Morrish, l'architecte de ce projet, c'est la meilleure solution pour que le Royaume-Uni dispose d'énergie verte.

« Je me suis dit, pourquoi personne ne fait ça ? », explique M. Morrish, ancien consultant en management qui gère également une entreprise d'aménagement paysager.

M. Morrish a trouvé des investissements de départ et engagé une équipe de spécialistes, mais sa vision est loin d'être réalisée. Il va devoir convaincre le gouvernement britannique de lui accorder des subventions, lever des milliards de dollars et obtenir des autorisations cruciales de la part des pays qui contrôlent les fonds marins. Le projet implique de construire le plus haut bâtiment d'Ecosse – une usine de câbles géante – et un navire spécial pour installer les câbles.

Quoi qu'il en soit, ce projet montre que le paysage énergétique est en train de changer.

Comme les centrales à gaz et à charbon peuvent être installées près des sites qu'elles desservent, leurs lignes électriques n'ont généralement pas besoin de parcourir de longues distances. Mais les vastes sites déserts qui bénéficient de beaucoup de vent et de soleil sont souvent loin des villes qui ont besoin d'électricité.

Lire LIGNES en page II

ASIE

Suite de la page I

son orbite. Les investissements chinois détournent de la Russie les jeunes travailleurs locaux. Une ligne de chemin de fer financée par la Chine doit la relier à l'Europe en contournant le territoire russe. Les projets chinois en matière d'énergies renouvelables contribuent à réduire la dépendance de la région à l'égard du gaz russe.

Sanjarbek Qulmatov, un ouvrier de 29 ans travaillant dans une usine chinoise au centre de l'Ouzbékistan, explique que les capitaux chinois ont radicalement changé les perspectives d'emploi pour lui et ses compatriotes.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations des Nations unies, environ 1,3 million d'Ouzbeks travaillaient en Russie en 2023, contre 1,45 million l'année précédente. Les raisons de cette baisse sont complexes, mais M. Qulmatov l'attribue en partie à la montée en puissance d'alternatives financées par la Chine.

« Toute personne au chômage peut trouver un emploi ici au lieu d'aller en Russie », résume-t-il.

Pour la Russie tsariste, l'Asie centrale représentait ce que l'ouest des Etats-Unis était pour les pionniers américains : un territoire réputé sauvage qu'il fallait conquérir, moderniser et duquel il fallait extraire des ressources. Cette campagne s'est poursuivie sous le régime soviétique, qui a jalousement gardé les frontières de son empire afin de contrer les tentatives d'empiétement de la Chine.

La bascule du rapport de force en Asie centrale est en cours depuis des années, mais il s'est accéléré après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a été perçue par de nombreux habitants de la région comme une violation flagrante et inquiétante de l'intégrité territoriale d'une autre ancienne république soviétique. De fait, les cinq Etats d'Asie centrale ont choisi de rester neutres dans ce conflit, et non de soutenir Moscou.

« La Chine donne à voir un avenir pour l'Asie centrale, alors que la Russie est un régime politique à courte vue qui n'investit pas dans les objectifs stratégiques propres à la région », estime Temur Umarov, chercheur au sein du think tank Carnegie Russia Eurasia Center.

Pour la Chine et la Russie, deux puissances terrestres, l'Asie centrale est un axe de plus en plus important. Elle offre à M. Poutine un accès plus direct aux marchés d'Asie du Sud. Et elle est au cœur des Nouvelles routes de la soie de M. Xi, le vaste projet d'infrastructure qui vise à relier la Chine au reste du continent eurasien par diverses voies terrestres et maritimes.

Les Etats-Unis ont, eux aussi, récemment redoublé d'efforts pour regagner de l'influence en Asie centrale, en dépêchant de nombreux hauts fonctionnaires dans la région, même si leur objectif s'est surtout limité à empêcher une éventuelle résurgence du terrorisme en Afghanistan.

Depuis des années, la Russie et la Chine se répartissent tacitement les rôles dans la région : Moscou assure la sécurité, tandis que Pékin se concentre sur le développement et les investissements.

Aujourd'hui, la Chine bouleverse cet équilibre en renforçant sa présence et en pesant de tout son énorme poids économique pour accroître son influence politique. Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Asie centrale ont atteint 89 milliards de dollars l'année dernière.

En Ouzbékistan, le plus peuplé et le plus industrialisé des cinq pays post-soviétiques d'Asie centrale, la Chine a détrôné la Russie de sa place de premier partenaire commercial en 2023, selon les statistiques officielles. Tachkent tente de s'intégrer à l'économie mondiale après deux décennies d'isolationnisme.

La zone industrielle de Peng Sheng, où travaille M. Qulmatov, l'ouvrier précité, a été créée en 2009 avec des fonds chinois près de la ville de Sirdaryo, dans le centre de l'Ouzbékistan. Grâce à une récente vague d'investissements, elle accueille aujourd'hui plus d'une douzaine d'entreprises chinoises.

M. Qulmatov aime emmener son fils dans un parc, également construit grâce à des fonds chinois, à proximité de la zone industrielle. Il espère pouvoir l'envoyer dans une nouvelle école maternelle où l'enseignement sera dispensé en chinois et en anglais.

ALEXANDER PARKYN-SMITH FOR WSJ

En Ouzbékistan, les constructeurs automobiles chinois ont le vent en poupe.

« J'aimerais voir encore plus d'entreprises chinoises ici », dit-il.

Parmi les entreprises chinoises récemment arrivées figure BYD. Le constructeur de véhicules électriques a commencé à produire jeudi dernier dans sa nouvelle usine située à Jizzax, la province natale du président ouzbek Shavkat Mirziyoyev, avec pour objectif de fabriquer 50 000 véhicules par an. Les batteries et d'autres composants clés seront expédiés de Chine, tandis que les travailleurs locaux s'occuperont de la soudure, de la peinture et de l'assemblage des voitures.

En 2023, près de 80 % des 73 000 véhicules importés par l'Ouzbékistan provenaient de Chine, selon les statistiques officielles. La Russie y a exporté environ 4 500 voitures en 2021, mais la demande a tellement baissé que les modèles russes sont désormais regroupés dans la catégorie « autres pays ».

Un nouveau tunnel d'une vingtaine de kilomètres construit par la Chine a permis l'ouverture de la première liaison ferroviaire directe entre la vallée de Ferghana, dans l'extrême est de l'Ouzbékistan, et le reste du pays. Une autoroute construite par Pékin et reliant le nord et le sud du Tadjikistan a, elle, raccourci le temps de trajet de huit heures.

Dans le passé, la plupart des lignes ferroviaires et des autoroutes construites par les Soviétiques en Asie centrale menaient à Moscou. Le manque de raccordement à l'intérieur du pays et avec le reste du monde a fait de la région l'un des endroits les plus isolés de la planète.

Des bouleversements plus importants sont peut-être à venir. Début juin, les présidents de la Chine, du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan ont signé un accord clé pour la construction d'une ligne de chemin de fer destinée à relier leurs pays. Ce projet, en discussion depuis 1997, a pris de l'ampleur après que les sanctions liées à la guerre en Ukraine ont modifié la dynamique du commerce transitant par la Russie. Ce projet permettrait de raccourcir de plusieurs centaines de kilomètres les liaisons entre l'Asie de l'Est, le Moyen-Orient et l'Europe du Sud, grâce à un contournement de la Russie.

La Chine défie également la Russie dans le domaine énergétique, un secteur traditionnellement dominé par Moscou. L'Ouzbékistan a signé un contrat d'achat de gaz russe en 2023 après une série de pannes d'électricité, mais a, pour l'heure, limité sa durée à deux ans pour éviter que la Russie n'utilise le combustible comme moyen de pression politique, expliquent des analystes.

Pendant ce temps, des camions et des trains transportant des panneaux solaires et des éoliennes des champions chinois des énergies renouvelables LONGi et Goldwind sillonnent le pays, dans le cadre des efforts déployés par Tachkent pour qu'au moins 40 % de la production d'électricité soit décarbonée d'ici à 2030.

« La Russie est notre amie, mais en même temps, nous sommes à la recherche d'opportunités, souligne Mirshohid Aslanov, fondateur du Center for Progressive Reforms, un think tank basé à Tachkent. Nous regardons vers l'est avec beaucoup d'enthousiasme ».

Mais la Chine ne peut pas totalement usurper le rôle de la Russie. Pour les élites de la région, les carrières et les réseaux sont profondément liés à Moscou ; le russe reste la *lingua franca*.

Par ailleurs, la réputation de la Chine a été entachée par le traitement qu'elle a réservé aux Ouïghours, musulmans d'origine turque, avec lesquels beaucoup d'habitants d'Asie centrale partagent une culture et une langue similaires, ainsi que par le sentiment antichinois attisé par certains médias russophones.

Malgré cela, des signes indiquent déjà que la Chine est en train de gagner du terrain auprès d'une nouvelle génération d'élites d'Asie centrale.

Nodirxon Mahmudov, un étudiant en commerce de 19 ans qui sort d'un prestigieux lycée d'Ouzbékistan, explique que trois de ses 26 camarades de classe sont allés étudier en Chine et qu'aucun n'est allé en Russie. Autrefois, poursuit-il, beaucoup d'entre eux se seraient inscrits dans des universités russes.

M. Mahmudov, qui dit convoiter un modèle BYD, travaille également comme directeur du marketing à la Hong Kong Academy, une société privée de cours particuliers de langues. Au cours d'un récent après-midi, huit étudiants âgés de 11 à 21 ans travaillaient assidûment à l'apprentissage des caractères chinois dans le cadre d'un atelier pour débutants.

Selon M. Mahmudov, des représentants du gouvernement et des hommes d'affaires se rendent également à la Hong Kong Academy, à la recherche de professeurs de chinois pour faire avancer leur carrière. « Ils pensent tous que la Chine est l'avenir », conclut-il.

Sha Hua

Askar Jumanov et Ann M. Simmons ont contribué à cet article (Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

Edited from the original

LIGNES

Suite de la page I

Certains réseaux du nord de l'Europe sont déjà connectés par des câbles sous-marins pour partager une offre d'énergie éolienne ne cessant de croître. Une ligne électrique de 765 kilomètres reliant le Royaume-Uni au Danemark, la connexion terrestre et sous-marine la plus longue du monde, a été mise en service en décembre dernier.

Singapour, qui manque d'espace pour implanter des parcs solaires et éoliens, compte importer 30% de son électricité d'ici à 2035. L'année dernière, le pays a accordé des autorisations conditionnelles à des projets d'importation d'une grande partie de cette électricité par le biais de câbles sous-marins – dont certains ont plus de 1000 kilomètres de long – depuis des projets d'énergie renouvelable en Indonésie, au Cambodge et au Vietnam.

Mais relier le Maroc au Royaume-Uni porte le concept à un tout autre niveau.

Le plus haut édifice d'Ecosse

Peu d'endroits sont plus riches de potentielle énergie verte que l'ouest du Maroc. La journée la plus courte y connaît 10 heures d'ensoleillement et des vents forts se lèvent en fin de journée. Xlinks, l'entreprise de M. Morrish, compte construire suffisamment de parcs solaires, d'éoliennes et de batteries dans la région pour répondre à 8% des besoins britanniques en électricité, soit alimenter environ sept millions de foyers.

Il faudra près de 1600 kilomètres de câbles pour quatre lignes offshore – ce qui est bien plus que ce que peuvent distribuer les fournisseurs actuels. M. Morrish a donc lancé une entreprise de fourniture de câbles afin de construire une usine qui arborera une tour plus haute que le Washington Monument dans laquelle des câbles colossaux seront descendus pour être isolés.

La construction de cette usine, près du village écossais de Fairlie, a été repoussée plusieurs fois. Les habitants doutent qu'elle ne voie jamais le jour.

« C'est une jolie région, avec de beaux paysages, et vous voulez y construire une énorme usine qui fonctionnerait 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 ? », s'interroge Rita Holmes, résidente de Fairlie de longue date.

Les projets de transport d'électricité peuvent mettre plus de dix ans à se matérialiser. Aux Eats-Unis, l'administration Biden fait pression pour faciliter les autorisations de lignes qui renforcent le réseau du pays, ce qui fait naître les espoirs de voir apparaître d'autres projets.

Une ligne de transport d'électricité haute tension de 545 kilomètres de long en chantier actuellement va apporter de l'hydroélectricité à New York depuis le Québec. Une autre de 885 kilomètres de long alimentera la Californie et l'Arizona depuis le Nouveau-Mexique.

« Ce qu'il faut, c'est une sorte de catalyseur », explique Matthieu Muzumdar, partenaire et vice-directeur général de Meridiam, investisseur dans des projets d'infrastructure. « Nous voyons certains programmes fédéraux et au niveau des Etats qui pourraient en faire partie. »

A l'étranger, Meridiam est le principal investisseur dans la première connexion entre le Royaume-Uni et l'Allemagne et a l'intention d'investir dans un projet de ligne électrique de 1200 kilomètres reliant la Grèce et Israël en passant par Chypre. Ce projet va installer dans la Méditerranée des longueurs de câbles qui pèsent aussi lourd que la tour Eiffel à des profondeurs de 3000 mètres.

« Ce que nous essayons de faire est plus grand que ce qui a jamais été réalisé, à la fois en termes de taille du projet et de volume d'électricité que nous essayons de fournir », affirme Pascal Radue, chargé de l'unité de génération et de transmission électrique chez Nexans, un fournisseur de câble qui travaille sur le premier tronçon de ce projet, entre la Grèce et Chypre.

Nexans est une des quelques entreprises qui fournissent des câbles à courant continu haute tension capables de transporter de l'électricité sur des centaines de kilomètres avec très peu de pertes.

Le carnet de commandes de l'entreprise est plein pour les cinq prochaines années. Ceux de ses concurrents aussi.

Le soleil et le vent d'Afrique

La demande de câbles pourrait s'essouffler si la croissance des énergies renouvelables ne se montrait pas à la hauteur des attentes ou si de gros projets fléchissaient.

Le gouvernement suédois a récemment rejeté un projet d'interconnexion sous la mer Baltique vers l'Allemagne, en évoquant des inquiétudes à l'idée qu'il ferait grimper les prix dans le pays.

Ce type de projets peut dérailler pour toutes sortes de raisons. L'un d'entre eux, semblable à celui de Xlinks, qui visait à transporter de l'énergie solaire australienne à Singapour, s'est effondré l'année dernière lorsque les deux milliardaires qui le dirigeaient se sont fâchés. Le projet a été ressuscité par l'un d'entre eux, Mike Cannon-Brookes, cofondateur de l'entreprise de logiciels Atlassian.

L'incertitude limite la volonté d'expansion de ces fournisseurs de câbles. C'est la raison pour laquelle Xlinks a besoin de son propre matériel.

M. Morrish a convaincu des investisseurs comme TotalEnergies, la compagnie nationale d'énergie d'Abu Dhabi et la branche électrique et éolienne de General Electric de collaborer à son projet. Xlinks a clos une levée de fonds de 100 millions de livres en avril, l'équivalent de 126 millions de dollars.

Mais les coûts de construction à eux seuls seront compris entre 22 milliards et 24 milliards de livres, selon Xlinks. L'entreprise est en pourparlers avec le gouvernement britannique au sujet d'une subvention qui, espère M. Morrish, encouragerait les investissements, mais les discussions se traînent.

Et le Maroc doit encore finir de se laisser convaincre. Xlinks affirme que le pays y gagnerait des emplois, des investissements et des recettes fiscales.

Le rêve d'envoyer le vent et le soleil d'Afrique du Nord en Europe ne date pas d'hier. Une tentative visant à transporter l'électricité par voie de terre a déjà échoué il y a plus de dix ans suite à des batailles internes entre ses soutiens et à l'agitation politique de la région.

M. Morrish estime que les perspectives sont meilleures aujourd'hui : les coûts des énergies renouvelables ont dégringolé et les câbles sous-marins peuvent traverser un moins grand nombre de juridictions, ce qui facilite les obtentions d'autorisations.

« Cela se fera, j'ai absolument confiance », conclut M. Morrish. « Ça prend juste un peu plus de temps que je ne l'aurais voulu. »

Ed Ballard et Emma Brown

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérengère Viennot)

Edited from the original

LAURA BILSON FOR WSJ

Nexans est une des rares entreprises qui fournissent des câbles capables de transporter de l'électricité sur des centaines de kilomètres avec très peu de pertes.

THE WALL STREET JOURNAL.
& l'Opinion

FIRST LADY

Suite de la page I

les femmes à un moment ou à un autre de leur vie – se trouvent dans cette situation délicate dans laquelle elles doivent soutenir leur mari, mais sans trop en faire non plus puisque si on considère que c'est *too much*, on s'interroge sur leurs motivations. »

Pour ne rien arranger, Mme Biden fait la couverture du numéro d'août de l'édition américaine de *Vogue* ; elle y apparaît, au summum du glamour, drapée dans une robe Ralph Lauren blanche. Le titre – *Nous déciderons ensemble de notre avenir* – a fait bondir les parlementaires et les donateurs qui redoutent que les décisions du couple Biden ne finissent par coûter la victoire aux démocrates et rendre le pouvoir à M. Trump. Une source proche

En 1988, Jill Biden a ouvertement regretté que son époux abandonne la primaire. En 2004, elle s'est ouvertement opposée à ce qu'il y participe

de la Première dame a confié au *Wall Street Journal* que la date de la couverture avait été fixée il y a longtemps et que l'idée de ce portrait était de toucher les électrices.

Quoi qu'il en soit, mercredi, dans le Michigan, Mme Biden était plus combative que jamais. « Il y a beaucoup de rumeurs qui circulent, donc permettez-moi de répéter ce que mon mari a dit de façon claire et explicite : c'est Joe qui est le candidat démocrate et c'est lui quiva battre Donald Trump comme il l'a battu en 2020 », a-t-elle affirmé devant une foule de supporters réunis à l'occasion de l'inauguration de l'antenne de la campagne démocrate à Traverse City. « Est-ce que vous êtes prêts à m'aider ? », leur a-t-elle demandé pendant qu'à l'extérieur, deux hommes défilaient avec des panneaux qui disaient : « Joe, lâche l'affaire ».

Moments heureux

L'histoire d'amour qui unit Joe et Jill Biden est née des cendres du désespoir : un divorce difficile pour elle et la mort tragique de sa femme et sa fille, pour lui (elles sont décédées dans un accident de voiture en 1972). Trois ans plus tard, il l'appelait : il avait vu une photo d'elle dans une publicité à l'aéroport de Wilmington, dans le Delaware, et avait demandé à son frère de trouver son numéro.

Elle avait 23 ans, il en avait 32. Elle avait grandi à Philadelphie dans une famille de six enfants dont elle était l'aînée. Dans Là d'où jaillit la lumière : Les mémoires de Jill Biden, son autobiographie parue en 2019, elle raconte une enfance idyllique avec ses sœurs, à grimper aux arbres et attraper des insectes.

Ils se plaisent à dire qu'elle lui a refusé à plusieurs reprises de l'épouser, lui, le sénateur du Delaware, veuf avec deux enfants, avant de finalement dire « oui ». Elle l'aimait, mais elle voulait être sûre d'elle parce qu'il y avait ces deux petits garçons. Ils se sont mariés en 1977.

En 2008, lors d'une convention démocrate, Beau Biden (le fils aîné de M. Biden) avait dit de leur union que c'était une décision familiale et collective : cinq ans après le décès de leur mère et leur sœur, « mon frère, papa et moi avons épousé Jill, ma maman », a-t-il raconté. Dans la salle, elle lui avait souri. « Et ensemble, on s'est reconstruit une famille. »

Mais les drames n'étaient pas terminés. En 1988, deux ruptures d'anévrisme ont failli coûter la vie à Joe Biden et, en 2015, c'est Beau qui disparaissait, emporté par un cancer du cerveau. Hunter, le cadet, se bat depuis des années contre des problèmes d'addiction à la drogue qui ont fait la une des journaux. Pourtant, Jill Biden dit de lui que c'est celui qui a la personnalité la plus proche de la sienne.

Si la carrière politique de Joe Biden l'a mené sur le devant de la scène, celle de Jill Biden est aussi fondatrice pour la Première dame. Elle raconte que son mari l'a soutenue dans ses ambitions professionnelles, y compris quand elle a voulu continuer d'enseigner l'anglais dans un community college au moment où il était vice-président et quand il est arrivé à la Maison Blanche. « Enseigner, c'est bien plus que ce que je fais : c'est ce que je suis, disait-elle récemment. Et Joe le comprend. »

Pendant les mandats de sénateur puis de vice-président de M. Biden, la famille a aussi connu des moments heureux : l'arrivée de leur fille, Ashley, et les traditions que s'est forgées la famille recomposée, comme les séjours à Nantucket pour Thanksgiving. Mme Biden s'est aussi révélée plus taquine, laissant libre cours à sa passion pour les canulars.

En 2021, par exemple, elle a pris au piège des journalistes qui voyageaient à bord de son avion en se faisant passer, perruque sur la tête, pour une hôtesse de l'air baptisée Jasmine, qui leur a distribué des esquimaux glacés.

Dans son autobiographie, elle affirme qu'elle a toujours essayé de voler des moments de joie à chaque fois qu'elle en avait l'occasion.

« Stoïcisme émotionnel »

Mme Biden raconte souvent ce jour où, dans la banlieue de Philadelphie où elle vivait avec sa famille, un garçon a jeté des vers au visage de sa sœur. Elle est allée chez lui et, quand il a ouvert, elle lui a mis son poing dans la figure. Si elle parle de ce souvenir, c'est pour dire qu'il faut tenir tête aux agresseurs (n'est-ce pas, M. Trump ?). L'anecdote en dit aussi long sur elle.

Plus discrète et plus réservée que son mari, Mme Biden est fière de sa ténacité, de son éthique professionnelle et de ce qu'elle appelle son « stoïcisme émotionnel ». Et reconnaît bien volontiers être rancunière. Quand son mari a eu des problèmes de santé il y a plusieurs dizaines d'années et quand il a abandonné la course à la présidentielle en 2008, elle a fait en sorte que personne ne la voie jamais pleurer. En 2020, lors d'un meeting, c'est elle qui est allée s'interposer, au sens tout à fait physique du terme, entre son époux et des manifestants qui envahissaient la scène.

Et quand Hunter Biden a été convoqué par un tribunal du Delaware pour des problèmes de détention d'armes, le mois dernier, elle a quitté les célébrations du débarquement de Normandie pour rejoindre son beau-fils. La justice devait, ce jour-là, revenir sur la période qui a suivi la mort de Beau Biden, une période sombre marquée par les trahisons et la drogue.

Certains se sont offusqués du coût du retour pour le contribuable américain ; le Comité national démocrate a déclaré qu'il rembourserait à l'Etat le prix du vol en première classe (en coulisses, une source a confié que les choses avaient toujours été prévues de cette façon).

Après sa condamnation pour mensonge sur son addiction à la drogue au moment de l'achat de son arme, Hunter est sorti du tribunal au bras d'une belle-mère impassible.

Foncer tête baissée

Mme Biden n'a pas toujours eu le même avis sur les aspirations présidentielles de son mari. En 1988, elle a ouvertement regretté qu'il abandonne la primaire. En 2004, elle s'est ouvertement opposée à ce qu'il y participe, passant devant ses conseillers en bikini, un « Non » écrit au feutre sur le ventre.

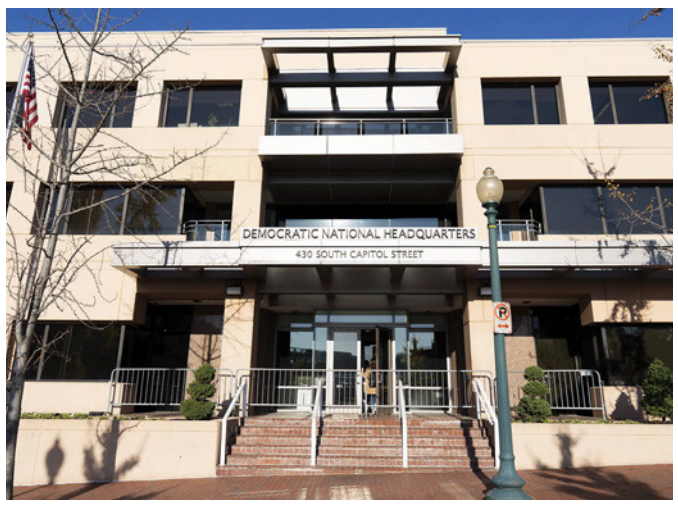
En 2024, pour la cinquième tentative, elle jette toutes ses forces dans la bataille, convaincue que cet ultime mandat permettrait à son époux d'en faire encore plus.

Depuis des mois, elle fait campagne dans les Etats indécis, levant des fonds et allant à la rencontre des électeurs. Aux membres du parti, elle répète qu'il ne faut pas se laisser faire. Cette semaine, à Allentown, en Pennsylvanie, elle est allée courtiser l'électorat latino-américain lors d'un meeting dédié aux enjeux auxquels sont confrontés les travailleurs hispaniques. Sans un mot sur le débat de la semaine dernière.

Un proche de la Maison Blanche explique que c'est sa manière à elle de soutenir son mari. « Ce n'est pas forcément quelqu'un de très expansif, résume cette personne. Donc c'est comme ça qu'elle le montre : elle fonce tête baissée. »

SIPA PRESS

De plus en plus de démocrates appellent le président à ne pas se représenter, estimant qu'il court un risque non négligeable de perdre face à Donald Trump.



SIPA PRESS

Le siège du Comité national démocrate, à Washington. Certains membres du parti estiment que ce n'est pas à la Première dame de gérer les difficultés de la campagne et de prendre des décisions.

En interne, on raconte qu'elle participe régulièrement aux réunions stratégiques et qu'elle veut être tenue au courant des projets. En 2022, elle est allée se plaindre après une conférence de presse

Depuis des mois, la Première dame fait campagne dans les Etats indécis, levant des fonds et allant à la rencontre des électeurs

lors de laquelle le président avait longuement été interrogé sur sa santé mentale et son fils. Deux heures, c'était beaucoup trop long.

« Elle croit vraiment en lui »

Quand les choses vont mal, les épouses des dirigeants politiques sont souvent l'objet de toutes les critiques.

Avant « Lady MacBiden », un surnom ironique qui fait référence au personnage avide de pouvoir de Shakespeare, il y avait eu « Queen Nancy » Reagan et les remarques blessantes sur Hillary Clinton. « Ca fait partie du package, soupire Mme McBride. L'épouse du président, c'est aussi sa plus proche conseillère, c'est la seule personne avec laquelle il peut être tout à fait honnête. » Pour certains, ce n'est pas à elle de gérer les difficultés de la campagne et de prendre des décisions. « Elle doit défendre son mari, elle doit être celle qui le soutient plus que n'importe qui d'autre, affirme Michael LaRosa, ancien chargé de relations presse de la Première dame. Mais elle n'a pas à prendre cette décision à la place du Parti démocrate. »

Une grande partie de la vie des Biden est à Rehoboth Beach, dans le Delaware, où la famille vient régulièrement passer le week-end dans sa maison. Les habitants voient le couple faire du vélo, flâner dans les rayons de la librairie locale et venir dîner au Egg, un restaurant où Joe Biden commande des pancakes et du bacon et sa femme, des œufs Bénédicte au crabe.

Missi Postles et son mari Michael gèrent l'endroit. Pour eux, cela ne fait aucun doute : Mme Biden a raison de pousser son mari à continuer de briguer un deuxième mandat. « Pour moi, elle prend la bonne décision, affirme M. Postles. Je pense qu'à l'heure qu'il est, c'est le meilleur candidat. »

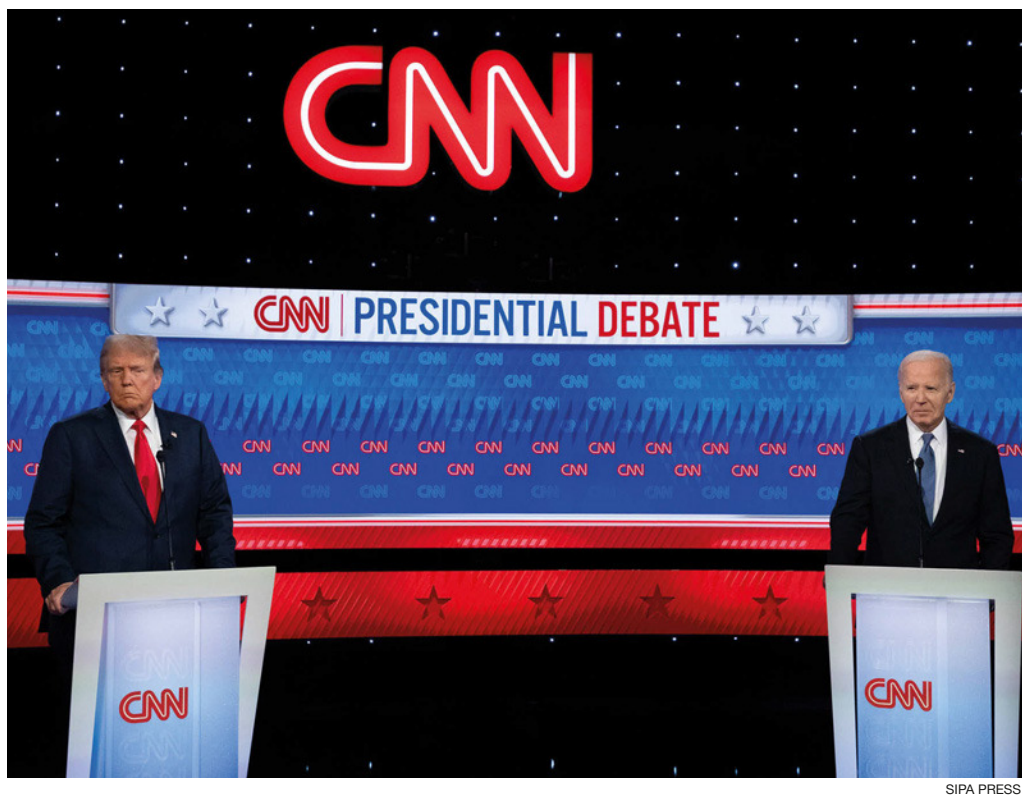
Emballant l'argenterie dans des serviettes en tissu, son épouse approuve. « Si vous la voyez, vous le constaterez : elle croit vraiment en lui. »

Catherine Lucey, Valerie Bauerlein et Scott Calvert

Katy Stech Ferek a contribué à cet article

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



SIPA PRESS

Après le piètre débat de son époux face à Donald Trump, Jill Biden lui a dit : « On ne laissera pas 90 minutes résumer tes quatre années à la présidence ».

Conférences
by l'Opinion

Les entreprises seront-elles prêtes pour la CSRD ?

CONFÉRENCE DIGITALE

Jeudi 12 septembre 2024

De 9h à 10h

Découvrir le programme et s'inscrire

Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements

En partenariat avec :

forvis mazars

Avec le soutien de :

FiPlus

Dauphine ALUMNI